

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

M 01139 - 367 - F: 3,00 €



**DU REDOUTABLE
AU TERRIBLE**
40 ANS DE DISSUASION

**DOSSIER:
HARMATTAN
PREMIER
BILAN**



ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Éditorial



De grands rendez-vous attendent la Défense en 2012 : entre autres, les sommets bilatéraux avec le Royaume-Uni et l'Allemagne (février), celui de l'Otan à Chicago (mai), les salons internationaux Eurosatory (juin) et Euronaval (octobre) ainsi que la réactualisation du Livre blanc. En réaffirmant, lors de ses vœux aux armées, que nous y répondrons présents, M. Gérard Longuet maintient un haut niveau d'ambition pour le ministère. Dans le contexte budgétaire actuel, les choix en termes de politique de Défense devront plus que jamais être expliqués et rendus compréhensibles à nos concitoyens. 2012 sera aussi une année de transition : transition sur le théâtre afghan, avec le transfert de la sécurité à l'armée nationale afghane ; transition dans nos modes de fonctionnement, avec le lancement d'un plan d'action ministériel de mi-parcours à la suite des rencontres territoriales sur la réforme.

2012 sera, enfin, ponctuée d'événements fédérateurs : par exemple, le traditionnel défilé militaire du 14 Juillet, les Jeux olympiques et paralympiques auxquels participeront de nombreux sportifs militaires ou encore le 11 Novembre

qui rendra désormais hommage à tous les morts pour la France.

La chaîne de communication aura à cœur de témoigner de tous ces rendez-vous et évolutions afin de promouvoir et diffuser les valeurs portées par notre institution. Des axes stratégiques orienteront son action : souligner la capacité d'adaptation et la performance du ministère, soutenir les

« Les choix en termes de politique de Défense devront plus que jamais être expliqués à nos concitoyens. »

engagements opérationnels et la pertinence des choix capacitaires, valoriser l'engagement militaire au service de la sécurité des Français. De nouveaux outils seront à votre disposition,

notamment la plate-forme Intracom, accessible depuis le 2 janvier, et le site mobile actualités, qui sera mis en service à l'été. Dans mes fonctions de délégué à l'information et à la communication de la Défense et de porte-parole du ministère, je m'efforcerai de mettre les savoir-faire et l'expertise de la fonction communication au service de l'effort collectif.

Gérard Gachet, délégué à l'information et à la communication de la Défense

Passer du monde militaire au monde civil devient plus facile avec Défense Mobilité.



Vous êtes militaire, civil de la Défense, conjoint d'un personnel de la Défense ou de la Gendarmerie. Défense Mobilité est votre agence pour l'emploi. Bilan de compétences, formations professionnelles et aide au placement, nos services vous permettent de construire un véritable projet professionnel et personnel. Interlocuteurs des acteurs clés de l'emploi, privé et public, nos spécialistes militaires et civils sont là pour vous accompagner. N'hésitez pas à nous contacter. Votre parcours professionnel se poursuit ici.

 **N°Vert 0 800 64 50 85**

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

www.defense-mobilite.fr



DÉFENSE  **mobilité**
VOS COMPÉTENCES ONT DE L'AVENIR

3 Éditorial de Gérard Gachet, délégué à l'information et à la communication de la Défense

6 Cérémonie en l'honneur des soldats morts en Afghanistan

FORCES EN ACTION

14 Ciel et terre sous contrôle

18 Journalistes sur le pied de guerre

22 Les opérations en bref

ENJEUX

24 Les villes en guerre par Bénédicte Tratnjek

MODERNISATION

27 Dernière rencontre territoriale, de l'écoute à l'action

32 De nouveaux équipements

FOCUS DÉFENSE

34 Vol libre sur l'Ukraine

41 Citadel Guibert 2011 : s'entraîner à une approche globale

42 Eda-r : engin de débarquement amphibie rapide

44 Interview de Jean-Paul Bodin secrétaire général pour l'administration

46 Repères

DÉTOURS CULTURE

62 Les peintres officiels au 42^e salon de la Marine

PERSPECTIVES

64 Histoire

KIOSQUE

66 Sélection



8

FORCES EN ACTION

À bord du Terrible, Embarquement pour une patrouille à bord du dernier-né des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, mis en service en 2010.



38

FOCUS DÉFENSE

Exercice Caraïbe
Cet entraînement qui simulait le passage d'un cyclone sur Marie-Galante a permis de tester le « format 2012 » des forces armées des Antilles qui seront réorganisées cet été.



48

DOSSIER

Bilan d'Harmattan
L'opération menée en Libye par la France au sein de la coalition internationale aura duré 226 jours. Acteurs et spécialistes livrent aujourd'hui leur analyse.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Directeur de la publication : Gérard Gachet. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Benoît Trochu. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Bruno Cunat. Rédacteur en chef : lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. Rédacteur en chef adjoint : capitaine (terre) Anne-Lise Liouquet (01 44 42 48 01). Conception graphique : Olivier Spadaccini. Secrétaire générale de rédaction : Sybille Prenel. Secrétariat de rédaction : Juliette Démoutiez, Yves Le Guludec. Chef des reportages : sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). Rédaction : Carine Bobbera (48 07), enseignie de vaisseau Grégoire Chaumeil (40 04), Sophie Guillou (stagiaire), Paul Hessenbruch (55 05), Samantha Lille (47 27), Nelly Moussu (46 29), Linda Verhaeghe. Prestations intellectuelles : Laurent Henninger, Jean-Claude Jaeger, Stéphanie Piquet/CRR-FR, Rouge Vif (Domitille Bertrand), Bénédicte Tratnjek. Service photo : adjutant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), CCH (terre) Jean-Jacques Chatard (46 98). Service icono : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). Chef de fabrication : Thierry Lepsch : 01 44 42 32 42. Photogravure : Open Graphic Media. Impression et mise en page : Imaye Graphic. Routage : CRP. Commission paritaire n°0211 B05686. Dépôt légal : février 2003. Dicod - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. Abonnement payant (ECPAD) : 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr. Diffusion - abonnement gratuit : sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07 / celine.butaud@dicod.defense.gouv.fr. Contact publicité (ECPAD) : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56 / regie-publicitaire@ecpad.fr. Photo de couverture : départ en patrouille du Terrible. © Cyril Davesne/CPAR Atlantique.

Cérémonie en l'honneur

Le chef de l'État, Nicolas Sarkozy, a présidé la cérémonie d'hommage national rendu le 25 janvier à Varcès (Isère) aux quatre soldats français tués le 20 janvier en Afghanistan. La cérémonie s'est déroulée dans le quartier de Reynières du 93^e régiment d'artillerie de montagne auquel trois de ces militaires appartenaient. Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Gérard Longuet, le chef d'État-Major des armées et celui de l'armée de Terre étaient présents aux côtés des familles et des délégations des régiments endeuillés. Nicolas Sarkozy a élevé les quatre soldats au rang de chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume, avant de prononcer un éloge funèbre au cours duquel il s'est adressé aux défunts, aux proches et à la communauté militaire. Extraits. « [...] Major Fabien Willm, major Denis Estin, adjudant Svilen Simeonov, maréchal des logis Geoffrey Baumela, vos familles vous pleurent et avec elles la France. Mais vos familles, comme la France sont fières de vous. Le père qui manquera à vos enfants, l'homme chéri qui manquera à vos épouses et à vos compagnes, le fils qui manquera à vos parents, la France les a perdus aussi en vous perdant. Mais la France ne perdra jamais le sens de votre engagement. [...] Je sais la douleur de vos proches, je la comprends, je veux la partager. Je veux la partager comme tout homme, comme tout père, mais je dois la partager aussi en tant que chef des armées, le chef d'une

communauté aujourd'hui meurtrie mais d'une communauté dont la détermination restera digne de la vôtre. [...] Au sein de la coalition internationale, nos hommes avaient pour mission de conduire l'armée nationale afghane sur le chemin de l'autonomie pour que les Afghans assurent eux-mêmes leur sécurité. Le Président Karzai m'a fait part de son émotion face à ce drame qui endeuille des familles françaises et qui cherche à fragiliser la collaboration engagée par nos deux pays au service de la paix. Ne nous trompons pas de colère, ne nous laissons pas aveugler par la douleur, si vive soit-elle. L'ennemi aujourd'hui, c'est une fois encore le terrorisme qui, prenant le visage de nos alliés sous les dehors de l'armée régulière, a voulu frapper à travers la France l'idée même de liberté. Nous ne nous laisserons pas impressionner par cette barbarie, par cet obscurantisme d'un autre âge, qui doit nous renforcer encore dans notre détermination à œuvrer pour la paix. [...] Je m'incline avec respect devant l'engagement total de ces quatre militaires, comme je l'ai fait pour leurs frères d'armes tombés comme eux au service de la France. [...] À leurs camarades blessés à leurs côtés, je veux aussi dire notre affection et notre soutien. Ils portent désormais dans leur chair, inscrites à jamais, les marques de leur engagement. La nation ne les oubliera pas, elle sera à leurs côtés et aux côtés de leurs proches. [...]



CHRISTELLE AULIX/PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Hommage

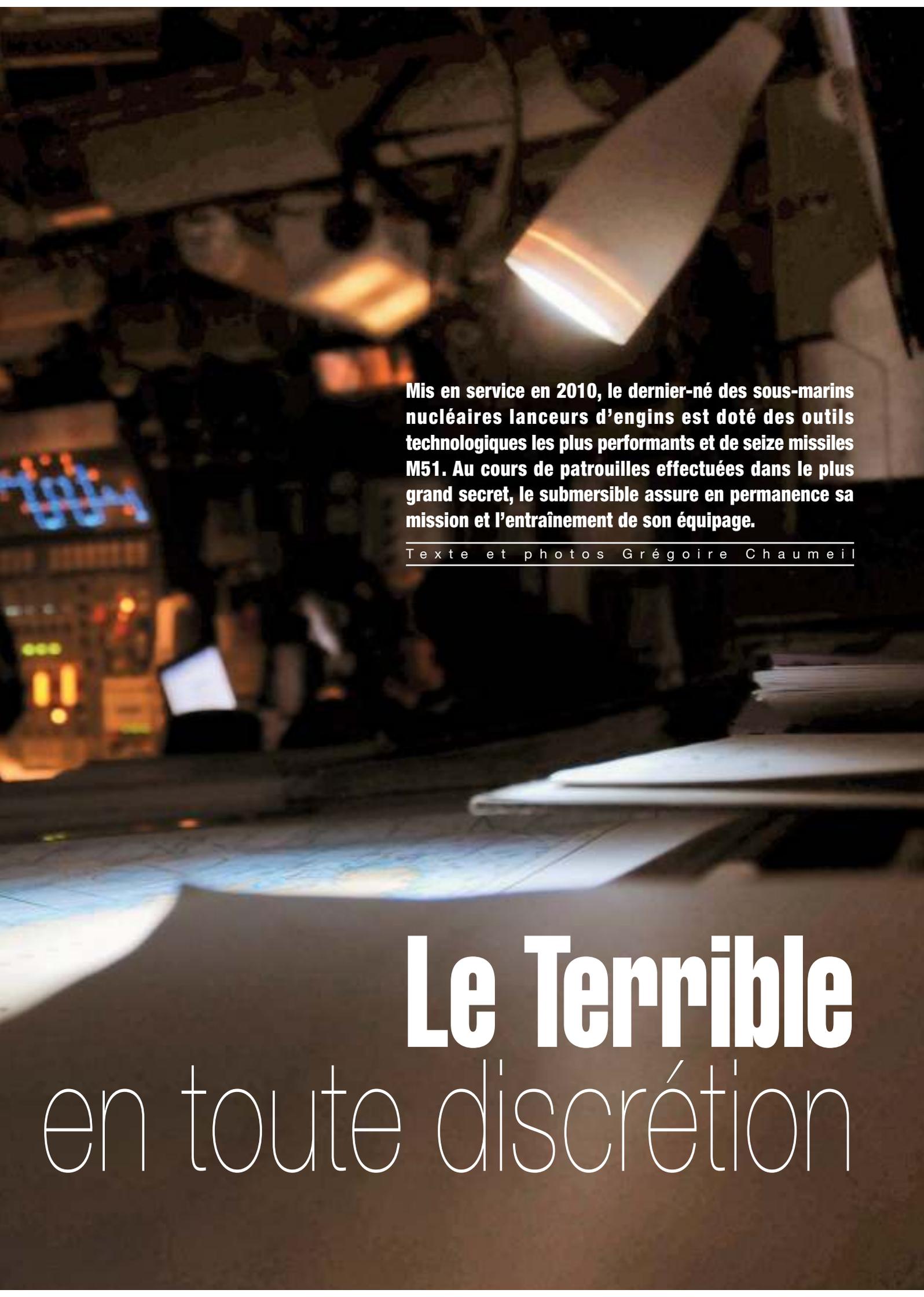
des soldats morts en Afghanistan



FORCES EN ACTION



Au PCNO (poste de commandement navigation opération), seule la lueur des écrans des nombreuses consoles perce l'obscurité. Au cœur du système, concentration et rigueur des hommes.

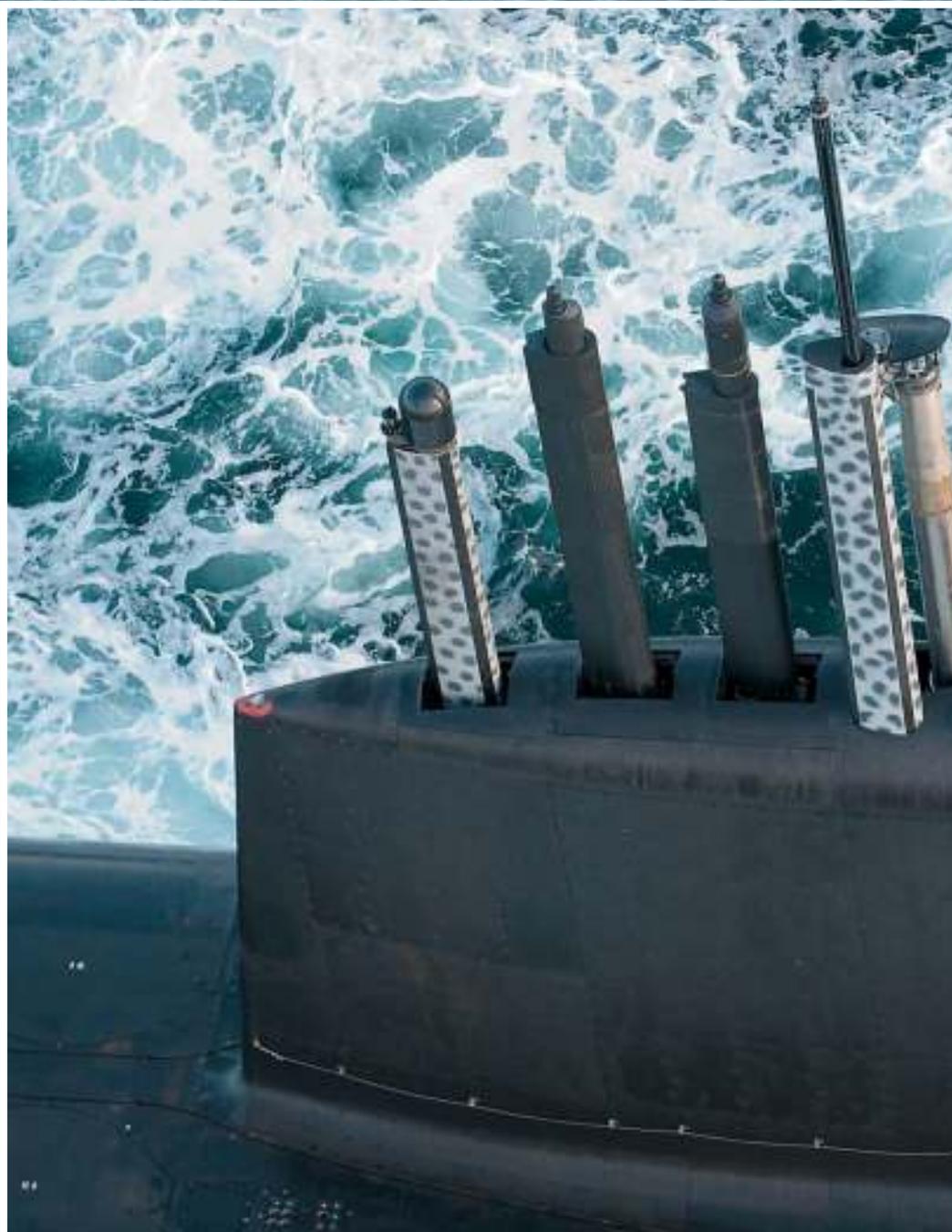


Mis en service en 2010, le dernier-né des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins est doté des outils technologiques les plus performants et de seize missiles M51. Au cours de patrouilles effectuées dans le plus grand secret, le sous-marin assure en permanence sa mission et l'entraînement de son équipage.

Texte et photos Grégoire Chaumeil

Le Terrible

en toute discrétion



« *Le Terrible* est très confortable. Il y a trente ans, nous partageons un lit pour deux personnes. »

En haut : *Le Terrible* quitte la rade de Brest pour une mission de 70 jours. Mis en service en 2010, le sous-marin est un concentré de technologies : automatisation renforcée, nouveau système de combat et immersion maximale plus importante.

Ci-dessus et à droite : le submersible naviguera en surface une dizaine d'heures. Lors de cette phase, une équipe de quart est en permanence présente en passerelle.



CYRIL DAVESNE/CPAR ATLANTIQUE



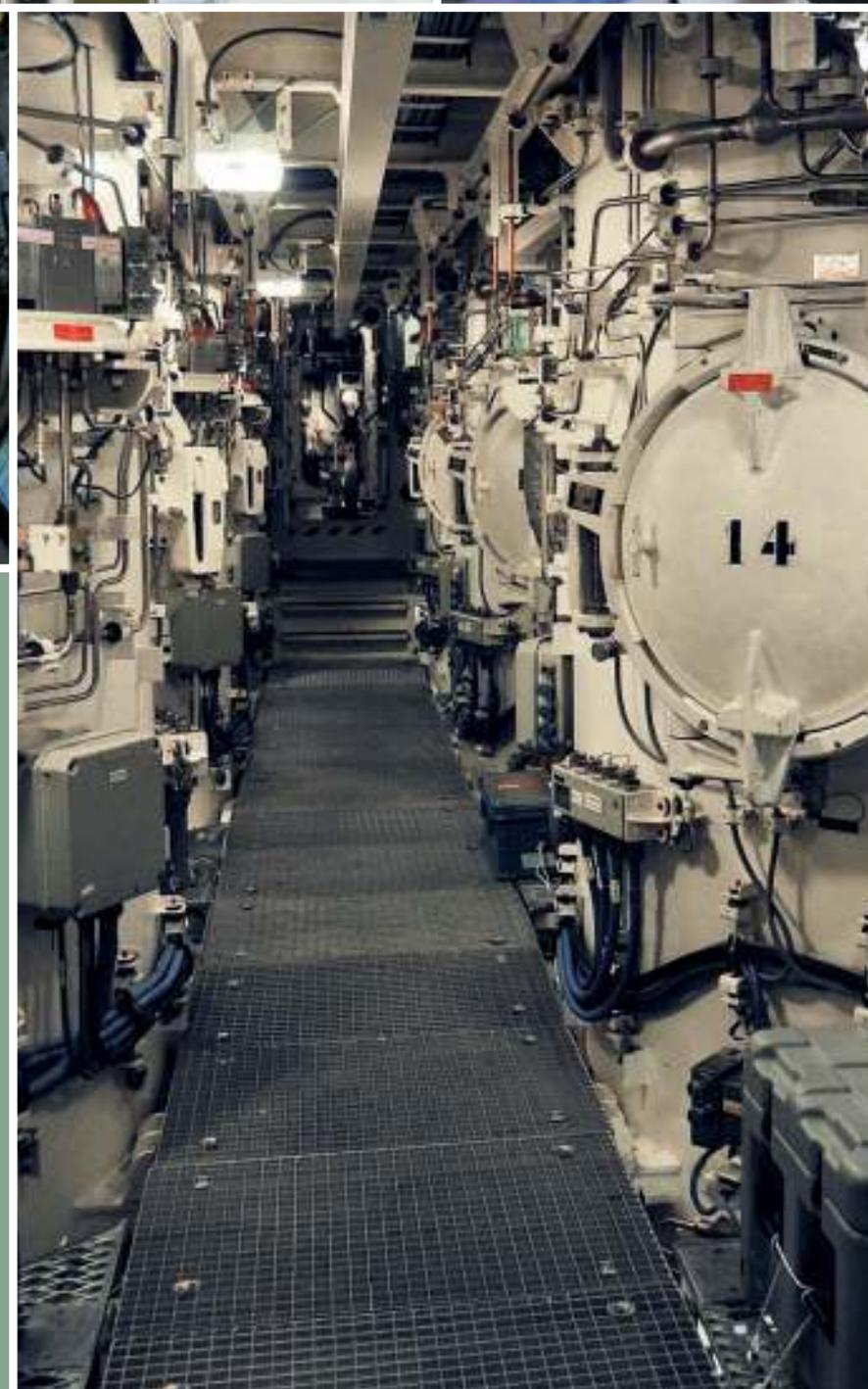
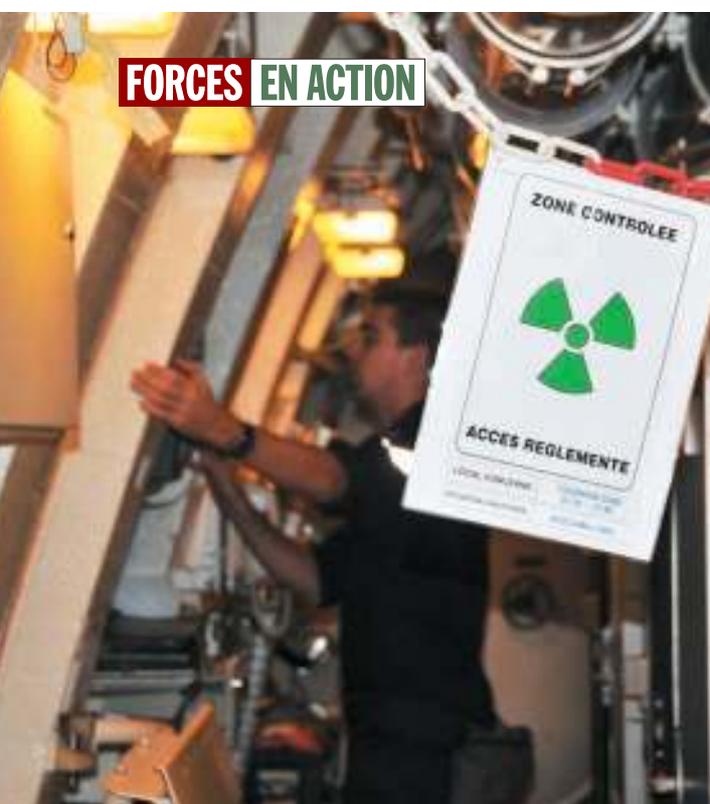
CYRIL DAVESNE/CPAR ATLANTIQUE

lentement, *Le Terrible* franchit les passes de sa base de l'île Longue, dans la rade de Brest, tiré par de puissants remorqueurs. Sur le pont, les hommes savent qu'ils ne reverront pas la terre et la lumière du jour avant 70 jours. Ce qui ne paraît pas les perturber. À la fin de leur carrière, nombre de ces sous-marinières auront passé entre trois et quatre ans au fond de l'océan. Pierre-Louis, le doyen de l'équipage, se veut rassurant : « *Vous verrez, Le Terrible est très confortable. Il y a trente ans, nous nous partageons un lit pour deux personnes, nous n'avons pas de douche et la température intérieure avoisinait les 45 °C.* »

Libéré des remorqueurs à la sortie du goulet, le sous-marin navigue encore en surface pendant une dizaine d'heures. Le temps de passer le plateau continental. Cet immense bateau noir aux lignes rondes, orgueil des forces sous-marines, s'affirme comme le digne successeur du *Redoutable*, premier sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE), qui larguait les amarres il y a quarante ans (*lire à ce sujet notre article p. 64-65*). Dit de « nouvelle génération », *Le Terrible* est un concentré de technologies : automatisation renforcée, nouveau système de combat et immersion maximale plus importante. Mis en service en 2010, il est le dernier-né d'une série de quatre SNLE, capable en permanence d'exécuter une frappe de missiles à tête nucléaire. Contrairement aux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) qui sont des chasseurs, les SNLE ont pour mission de garder une totale discrétion... en attendant l'ordre présidentiel d'agir.

Ce soir, la plongée définitive se fait de nuit. Selon l'expression consacrée, *Le Terrible* se « dilue » et ne transmettra pas sa destination. Personne, pas même l'Élysée, ne sait précisément où le bateau va se nicher. Seul le pacha, le commandant du sous-marin, connaît la destination. Et *Le Terrible* n'émettra aucun message. Le principe : « *Pas de nouvelle, bonne nouvelle.* »

Sécurité oblige, le commandant – le capitaine de vaisseau Bertrand Dumoulin – est le seul à pouvoir communiquer son nom. Quand il n'est pas en passerelle, il gagne le poste de commandement navigation opération (PCNO), centre névralgique du bateau pour sa conduite nautique et la mise en œuvre de ses systèmes d'armes, missiles et senseurs. C'est le poumon guerrier du *Terrible*. La tranche arrière, interdite à la circulation, accueille la chaufferie nucléaire du sous-marin. Puis c'est la soute missiles, qui renferme les 16 missiles M51. Ceux-ci sont si grands qu'ils traversent le sous-marin sur toute sa hauteur, pèsent 50 tonnes chacun. Leur ■■■



« Une fois en immersion, notre priorité est la connaissance de notre environnement. »

En haut: la tranche arrière du bâtiment, à l'accès très réglementé, abrite la chaufferie nucléaire du sous-marin.

Ci-dessus et en haut à droite : dans le poste de commandement navigation opération, centre névralgique du bateau, 10 à 20 personnes, de l'opérateur atomicien à l'analyste, cohabitent 24 heures sur 24.

À droite : la soute missiles renferme les 16 M51. Ceux-ci sont si grands qu'ils traversent le sous-marin sur toute sa hauteur et pèsent 50 tonnes chacun.



■■■ portée et leur précision améliorée sont des informations classées « secret défense ». En remontant vers le nez du SNLE, une maigre courbe distribue d'un côté et de l'autre le local de traitement d'eau pour l'approvisionnement du bateau et l'usine de production d'oxygène. À l'extrémité arrière viennent les locaux « vie » : chambres, cuisines et carrés représentent moins de 15 % de la surface totale.

Vingt corps de métiers représentés

Retour au PCNO. Seuls les écrans des nombreuses consoles percent l'obscurité de la pièce. Des murs au plafond, c'est un enchevêtrement de câbles, de réseaux électriques, et de branchements. Selon les heures de quart, 10 à 20 personnes y cohabitent 24 heures sur 24. Ils sont jeunes, moyenne d'âge 29 ans, mais très qualifiés en raison de la complexité des installations. De l'opérateur atomicien à l'analyste, plus de 20 métiers sont représentés au sein de l'équipage. De part et d'autre du « central », le nom que donnent les marins au PCNO, les ordres fusent. « Une fois en immersion, notre priorité est la connaissance de notre environnement. Aussi, nous possédons trois sonars "passifs", c'est-à-dire qui n'émettent aucun écho : un sonar d'étrave, une antenne linéaire remorquée et des antennes sur les flancs du bateau. Ils sont nos oreilles pour capter les manifestations du monde extérieur », explique Nicolas, le chef de quart. À gauche du périscope, trois opérateurs de détection, casque vissé sur la tête, écoutent les réceptions des sonars. En fonction de la température de l'eau, de sa salinité et de la pression, la trajectoire du son diffère. Mais une hélice de navire de commerce ou militaire peut être identifiée même à plusieurs centaines de kilomètres par un des opérateurs. Ces « oreilles d'or », leur surnom, sont ensuite capables de définir le tonnage et la nationalité du bâtiment. Une fois décryptées, ces données sont transmises à un classificateur qui en fait la synthèse. L'élaboration de la situation tactique autour du bateau est alors reproduite sur une carte électronique, au centre de la pièce.

Représentés par des cercles de couleurs sur la carte, les trois bâtiments qui croisent dans la zone ce jour-là sont sous haute surveillance. Reste que le prédateur le plus redoutable d'un sous-marin est son semblable : un autre sous-marin, aussi furtif et capable de se fondre dans le tumulte de l'océan. « La difficulté réside dans le fait que la réduction de la signature acoustique des sous-marins évolue plus rapidement que les nouvelles technologies de détection.

C'est une guerre du silence », souffle un opérateur. Pour réduire les bruits, la structure du sous-marin a été scindée en plusieurs « berceaux » désolidarisés les uns des autres. Ainsi, avec la pression d'immersion, la coque se contracte et l'espace se réduit sans qu'à aucun moment les blocs ne s'entrechoquent.

Deuxième jour : le commandant du *Terrible* procède à un lancement simulé de missile nucléaire. « *Au poste de combat stratégique. Rendre compte de l'appel* ». C'est le signal pour les marins d'enfiler leurs cagoules et leurs gants ignifugés et, pour certains d'entre eux, de se précipiter sur leur tenue de pompier. « *En patrouille, c'est un exercice que nous répétons régulièrement* », murmure un marin dans le calme éphémère précédant l'agitation. Nicolas, le chef de quart, interroge : « *Commandant, vous demandez autorisation de rallier immersion de lancement.* » « *Autorisation accordée* », répond l'intéressé. Le sous-marin s'incline, prend une assiette positive et ajuste sa vitesse. « *Gouvernez au 3.2.0.* »

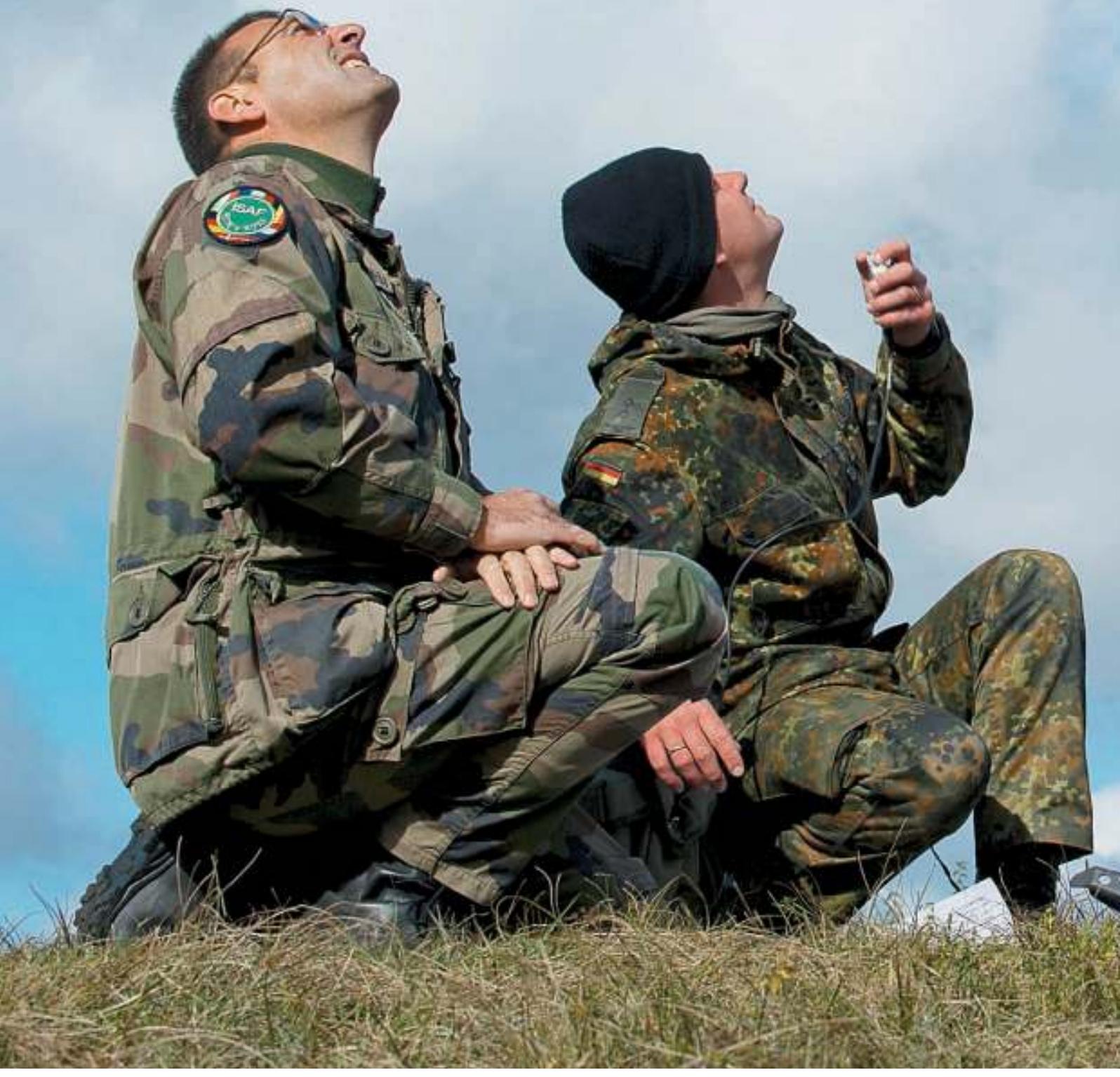
Un mastodonte de 14 000 tonnes

Chaque ordre est répété distinctement plusieurs fois, comme un écho surprenant dans cet espace confiné. Puis le sous-marin s'immobilise. Pour réussir le tir, le mastodonte de 14 000 tonnes doit atteindre une stabilité maximale. « *Paré pour le lancement !* » annonce Nicolas. Et le commandant de répondre : « *Passez en phase lancement.* » La cible est inconnue des sous-marinières et le tir irréversible. À cet instant précis, il ne peut y avoir de contrordre, et aucune arme défensive n'existe à ce jour pour empêcher le missile d'exploser ou pour le déporter de sa course. D'une voix puissante, Pierre, l'officier missilier, se livre à un décompte : « *J'ai deux missiles partis... j'ai quatre missiles partis...* ». Le temps s'est suspendu. L'ensemble de l'exercice a été soigneusement chronométré, mais les marins ne sont pas autorisés à révéler la durée de la phase de lancement des missiles. Et enfin : « *Fin de save ! Tir terminé, toutes portes fermées.* »

Visiblement satisfait de l'exercice, le pacha peut souffler. Il livre son analyse : « *C'est tout le paradoxe du concept de dissuasion. Nous devons sans cesse être en mesure d'exécuter l'ordre de tir. Et pourtant, le jour où nous devons l'accomplir, cet acte signifiera immanquablement l'échec de notre mission.* » Une doctrine que s'est appropriée l'équipage du *Terrible* : « *Savoir-faire et faire savoir pour ne jamais avoir à le faire.* » ■

FORCES EN ACTION

Ciel et terre



SOUS CONTRÔLE

Chaque année, le Centre de formation à l'appui aérien de Nancy forme environ quatre-vingts contrôleurs aériens avancés, les spécialistes du guidage aérien selon les normes de l'Otan. Les stagiaires, issus des trois armées mais aussi de la Bundeswehr, bénéficient d'un enseignement théorique et pratique répondant aux besoins opérationnels du combat aéroterrestre.

Par Samantha Lille / Photos : Johann Peschel / ECPAD



En contact radio avec le pilote, ces futurs contrôleurs aériens avancés (FAC) surveillent le terrain et guident l'aéronef dans ses phases d'appui feu.



« Le label FAC garantit une formation des personnels selon des normes exigeantes. »

Ci-dessus : pour permettre l'approche de l'aéronef, le contrôleur aérien avancé vérifie les coordonnées de l'objectif. À droite : un stagiaire expérimente le récepteur vidéo Rover. Il peut, grâce à cet outil, recevoir et exploiter en temps réel les images filmées par la nacelle de désignation laser de l'aéronef.





« **N**ous sommes deux véhicules verts et nous nous apprêtons à bouger. J'aimerais que vous regardiez plus loin sur la route afin de savoir où nous allons rencontrer l'informateur, lance à la radio, en anglais, l'un des hommes du convoi.

– C'est dégagé mais... je vois une voiture à 200 mètres, leur répond le pilote survolant la zone.
– Contact, contact. Nous sommes sous le feu », alerte le transmetteur au sol. L'homme et son coéquipier, les yeux tournés vers le ciel, guident alors l'aéronef.

Nous sommes en Bourgogne, l'appareil n'est pas un avion de chasse mais un avion civil de type Learjet, et ces militaires, l'un français, l'autre allemand, sont en passe de devenir des FAC (*Forward Air Controllers*, contrôleurs aériens avancés). Trois lettres pour définir une mission complexe : la gestion et l'intégration des appuis aériens dans les manœuvres terrestres. Avions, artillerie, hélicoptères de combat, drones... Les FAC doivent coordonner l'action de tous les acteurs intervenant dans leur zone d'opération. Ce sont eux qui délivreront l'autorisation ultime d'ouverture du feu.

Dans le scénario, le tandem doit récupérer un informateur. Comme souvent sur le terrain, tout ne se passe pas comme prévu. Les deux hommes sont pris à partie. Cet entraînement intervient après un volet théorique de deux semaines, plusieurs séances de simulateur et achève la formation de 6 semaines. En France, seul le Centre de formation à l'appui aérien (CFAA), situé sur la base de Nancy-Ochey, est habilité à instruire les FAC, spécialistes du *Close Air Support* (CAS ou appui aérien rapproché). Cette unité, qui dépend du commandement des forces aériennes, forme des FAC issus des trois armées et des forces spéciales. Un tiers d'entre eux sont allemands. Qu'ils soient artilleurs, commandos parachutistes ou personnel navigant, tous reçoivent le même enseignement. En août 2011, le CFAA s'est vu renouveler son accréditation Otan pour deux ans. « Ce label garantit que les personnels sont formés selon des normes exigeantes qui les préparent au déploiement en milieu coalisé, notamment en Afghanistan, souligne le lieutenant-colonel Aribaud, commandant du CFAA. Chaque année, nous recevons en moyenne 4 promotions de 18 stagiaires FAC. »

Une nouvelle fois, l'équipe demande un appui aérien. Tandis que le lieutenant de la Luftwaffe communique un cap d'attaque à l'avion, le maréchal des logis M. entre en contact avec le poste de commandement. À cet instant, sa principale préoccupation consiste à déterminer la position des troupes amies et des populations civiles à proximité, afin d'éviter à tout prix dommages

collatéraux et tirs fratricides. En suivant des procédures précises, il guide l'équipage qui s'apprête à délivrer de l'armement, celui-ci devant en permanence connaître en détail la situation au sol. « Ça semble bien dégagé. Pour l'instant, on fixe l'ennemi », résume le soldat français.

En opération, un FAC n'agit jamais seul : il fait obligatoirement partie d'un TACP (*Tactical Air Control Party*), dont l'effectif peut varier de 6 à 10 personnes, et qui compte également un extracteur de coordonnées, un opérateur laser, un spécialiste en télécommunications, un groupe assurant la sécurité du dispositif et parfois un auxiliaire sanitaire. « Notre objectif est de les faire réagir très vite car, sur le théâtre, ils seront peut-être sous la pression du feu », poursuit le lieutenant-colonel Vladich, adjoint Terre du CFAA. Pendant cette phase d'entraînement, les stagiaires doivent enchaîner une vingtaine de guidages, de jour comme de nuit. Retour sur le terrain. Un groupe expérimente le récepteur vidéo Rover (*Remotely Operated Video Enhanced Receiver*), installé dans un 4x4. Grâce à cet outil, l'opérateur au sol peut recevoir et exploiter en temps réel les images filmées par la nacelle de désignation laser de l'aéronef. Le FAC a repéré un dépôt de munitions. Il doit maintenant amener le chasseur sur l'objectif à détruire, jusqu'à entendre le fameux « tally target », confirmation que le pilote a la cible en visuel. Le contrôleur, en fonction des munitions de l'aéronef, propose un effet. Au même moment, sous une tente, 3 hommes sont initiés au CAS numérique. Avec ce nouveau dispositif, les échanges d'informations entre pilotes et contrôleurs aériens se font aussi par le biais d'un ordinateur relié à un GPS, à des jumelles de télémétrie et à une radio multifréquence. Ce système permet ainsi de réduire les erreurs de compréhension et les problèmes de transmission.

Le personnel navigant en stage a vocation à armer des postes de contrôleurs tactiques air (CTA), insérés dans les structures de commandement. Il s'agit de FAC expérimentés dont la mission consiste à coordonner l'action des différents contrôleurs aériens déployés. Sur le théâtre afghan, un CTA est intégré dans chaque groupement tactique interarmes (GTIA) ainsi que dans les états-majors interarmées et multinationaux de niveau « opératif ». Cette spécialité nécessite un enseignement supplémentaire qui est dispensé au centre. Par ailleurs, le CFAA forme également des *National Fires Observers* (NFO), qui agissent en complément des FAC, au sein même de leurs équipes ou insérés dans les unités de combat. Aujourd'hui, en France, 220 FAC conseillent sur l'emploi des moyens aériens et apportent un appui feu de précision aux unités terrestres déployées en opération. ■

FORCES EN ACTION





Journalistes sur le pied de guerre

En couvrant un conflit, un reporter met sa vie en danger. C'est pourquoi le Centre national d'entraînement commando dispense une formation, organisée par la Dicod, destinée aux médias. Du passage de check point à la progression en zone de guérilla urbaine, les professionnels de l'info sont mis en situation pour acquérir quelques actes réflexes pour mener à bien leur mission en minimisant les risques.

Par Paul Hessenbruch / Photos :
Jean-Jacques Chatard / Dicod

Lors de cet exercice en zone urbaine, sorte de test grandeur nature, rien n'est épargné aux reporters : explosions, tirs nourris, passage dans un conduit d'aération... Les conditions sont les plus réalistes possibles.



« Face aux risques, on se confronte à ses propres limites. »

En haut : des reporters réalisant un sujet vidéo ont intégré une section de soldats.

Ci-dessus : jetés à terre, pris à partie, les stagiaires vivent une situation de stress majeur lors de ce passage de check point.

Ci-contre : au cœur du Fort Béar transformé en village dévasté par la guérilla, les journalistes mettent en pratique les conseils des instructeurs.



Au beau milieu du Fort Béar, à Collioure (Pyrénées-Orientales), théâtre à ciel ouvert d'une guérilla d'indépendantistes, une explosion retentit, suivie de tirs nourris. « *Les journalistes à couvert !* » hurle le chef de groupe. Derrière un véhicule blindé, trois reporters « *embedded* », c'est-à-dire intégrés à la section, progressent pour réaliser un sujet vidéo. Sur leurs visages, la tension et les marques de fatigue se font sentir. Depuis une semaine, le stage de sensibilisation aux risques en zone de conflit*, conduit par les instructeurs du Centre national d'entraînement commando (Cnec), a fini par entamer leurs forces physiques et morales. Cette dernière épreuve de parcours en zone urbaine est la synthèse de tout ce qu'ils ont appris ici. « *Le test grandeur nature* », résume l'adjudant-chef Duphil, responsable du stage. Pour les besoins de l'exercice, le fort a été transformé en village dévasté par l'affrontement entre forces indépendantistes et armée régulière. Le parcours s'effectue dans les conditions les plus réalistes possibles. Explosions, incendie, passage dans des conduits d'aération, exfiltration par les toits, franchissement d'obstacles : rien n'est épargné aux reporters. Si les stagiaires sont si éprouvés, c'est aussi parce que, la veille, l'exercice de passage de check point en pleine nuit les avait confrontés à une réalité des zones de conflit parfois particulièrement violente. Jetés à terre, pieds et poings liés, traînés au sol, menacés, ils avaient vécu une situation de stress majeur. « *Vu de l'extérieur, on peut penser qu'on en fait trop. Pourtant, ce qu'ils vivent là n'est que le fruit des retours d'expérience que nous avons des zones de conflit* », affirme l'adjudant-chef Malingre, l'un des instructeurs du centre. Pour Philippe, qui travaille à Radio France, l'exercice permet de faire la part entre le métier de journaliste et l'instinct de survie : « *Une fois relâché par les miliciens, on a réalisé qu'on se présentait devant le chef indépendantiste sans stylo, ni papier, ni matériel pour réaliser notre interview*, explique-t-il. *Face aux risques, on se confronte à ses propres limites.* »

Acquérir réflexes et initiatives de terrain

Au cours de ce stage, un module consacré à la prise d'otages, piège ultime des reporters de guerre, est également dispensé par les hommes du Cnec. « *Il faudra toujours indiquer votre situation, toujours dire où vous allez à vos rédactions, mais aussi aux autorités militaires pour que l'on sache où vous chercher* », insiste un instructeur. « *L'esprit du stage, c'est bel et bien de leur montrer quelques aspects pratiques du terrain, comme la pose d'un garrot, le franchissement*

d'obstacles ou le maniement des armes. On est là pour leur donner les ingrédients. Ensuite, à eux de faire la recette », résume l'adjudant-chef Duphil. Ces recommandations distillées au fil des ateliers trouvent un écho favorable chez les journalistes. « *Le risque zéro n'existe pas, mais on a vu que quelques bons réflexes pouvaient permettre de limiter ce risque* », souligne Daphné, journaliste de l'AFP. Parmi ces conseils, le repérage des lieux et le changement d'habitudes constituent deux pratiques pouvant réduire les risques de capture.

Il y a quelques mois encore, certains de ces reporters se trouvaient à des milliers de kilomètres des Pyrénées-Orientales, envoyés spéciaux en Afghanistan ou déployés en Tunisie, Égypte ou Libye pour couvrir les révoltes du printemps arabe. C'est le cas d'Anne, journaliste reporter d'images à TF1, qui durant quatre mois a vécu sous les menaces du régime de Kadhafi. Sa participation au stage, elle l'a voulue pour confirmer ou infirmer les réflexes et les initiatives qu'elle avait pris sur le terrain. « *C'était la première fois que je partais pour couvrir ce genre d'événements*, confie-t-elle. *Là-bas, je me suis retrouvée face à mes propres doutes et questionnements. J'ai choisi de participer à ce stage parce que je voulais connaître les armes de guerre, mais aussi, de manière plus pragmatique, savoir où me mettre pour me protéger en cas d'explosion : derrière quel arbre, dans quelle position ?* » Grâce aux instructeurs du Cnec, elle a ainsi pu voir que les palmiers ne protégeaient pas des balles et qu'il valait mieux, en cas de tirs, se cacher sous une voiture. « *Demain, si je dois repartir dans un endroit sensible, je serai plus sereine.* » Outre les objectifs principaux, le stage organisé à Collioure permet également aux journalistes et aux militaires d'échanger sur leurs métiers et de confronter leurs expériences. Carnet en poche, caméra au poing ou micro en main, les premiers veillent à informer le monde de l'actualité des zones de conflits. Depuis Albert Londres, pionnier du genre, qui estimait que le rôle du grand reporter « *n'est pas de faire plaisir, ni de faire du tort* », mais « *de porter la plume dans la plaie* », le métier a évolué, s'adaptant aux menaces actuelles et aux nouveaux conflits. Le stage de sensibilisation aux risques en zone de conflit a le mérite de favoriser la collaboration et la compréhension entre les médias et les armées, dans le respect des métiers de chacun. ■

* Depuis 1993, deux sessions annuelles, l'une en février, la seconde en novembre, d'une vingtaine de personnes sont ouvertes par la Délégation à l'information et à la communication de la Défense. Ces stages sont destinés aux journalistes qui peuvent être amenés à travailler, en zone de conflit, avec les forces armées françaises ou étrangères.

03/01 AFGHANISTAN : HOMMAGE AUX DEUX LÉGIONNAIRES MORTS EN OPÉRATION



PASCAL PELLETIER

L'homage national au major Mohammed El Gharrafi et au sergent-chef Damien Zingarelli du 2^e régiment étranger de génie s'est déroulé à Saint-Christol

(Vaucluse). Victimes des tirs d'un insurgé infiltré dans l'armée nationale afghane, ils sont morts au combat le 29 décembre 2011 en Afghanistan. Gérard Longuet, pré-

sent à cette cérémonie, a élevé les deux légionnaires au rang de chevalier de la Légion d'honneur. La veille, un premier hommage leur avait été rendu aux Invalides, à Paris, au cours duquel ils ont reçu la Médaille militaire ainsi que la Croix de la Valeur militaire. Courant janvier, quatre autres militaires ont perdu la vie dans des circonstances similaires (lire p. 23), ce qui porte à 82 le nombre de soldats français tués dans l'accomplissement de leur mission depuis le début du déploiement de la force internationale en Afghanistan.

14/01 ARABIE SAOUDITE : COLLISION ENTRE UN MIRAGE 2000D ET UN F15

Au cours d'un vol d'entraînement au combat, un mirage 2000D français et un F15 saoudien sont entrés en collision. Les deux équipages se sont éjectés et ont été récupérés par un hélicoptère des forces aériennes royales saoudiennes. Ils ont été transférés vers un hôpital militaire saoudien, souffrant de contusions légères. Les deux appareils se sont écrasés dans le désert sans causer de dommages.

25/12-01/01 TCHAD ET CÔTE-D'IVOIRE : LE SEDAC EN VISITE POUR LES FÊTES

Marc Laffineur, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, a passé le réveillon de Noël au Tchad auprès des militaires engagés dans l'opération Épervier, où il a été accueilli par le général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'Air (Cema). Puis, il s'est rendu en Côte-d'Ivoire, pour le réveillon de la Saint-Sylvestre, auprès des soldats de la force Licorne. Il a notamment visité le *Siroco*, bâtiment de la Marine nationale présent dans le cadre de l'opération Corymbe, en mission dans le golfe de Guinée. Lors de ces deux visites, le secrétaire d'État a témoigné la reconnaissance et le soutien de la nation aux militaires engagés.

23-25/12 AFGHANISTAN : LE CEMA PASSE NOËL AVEC LES TROUPES



EMMA JEPHAD

L'amiral Édouard Guillaud, chef d'État-Major des armées (Cema), s'est rendu en Afghanistan pour passer Noël avec les forces françaises déployées à Kandahar, Kaboul ainsi qu'en Kapisa et en Surobi. Le Cema a commencé sa visite par la base aérienne de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias), pour ensuite s'entretenir avec le général

américain Dennis, commandant de la plus importante base de la coalition en Afghanistan. Le 24 décembre, l'amiral Guillaud passait le réveillon auprès des troupes françaises déployées en Kapisa et Surobi, où opère la brigade française La Fayette. Tout au long du voyage, il a rendu hommage aux soldats tombés ou blessés en Afghanistan.

16/12 GUYANE : SOYOZ SOUS PROTECTION FRANÇAISE

Soyouz, la fusée russe, a décollé du Centre spatial guyanais (CSG) de Kourou avec à son bord un satellite de renseignement militaire Pléiade 1 et quatre satellites Elisa, des démonstrateurs technologiques pour la mise au point de futures missions de surveillance et de localisation des radars sol depuis l'espace. Quant à Pléiade 1, il permettra la génération d'images haute résolution et en trois dimensions de la Terre. Comme pour chaque lancement, les forces armées de Guyane (FAG) étaient mobilisées pour participer au dispositif interministériel de sécurité du site. Elles avaient mis en place trois dispositifs de sûreté : terrestre, aérien et maritime.

20/01 AFGHANISTAN : QUATRE MILITAIRES TUÉS PAR UN SOLDAT AFGHAN

PHOTOS : ARMÉE DE TERRE



Durant un entraînement physique sur la base avancée de Gwan, dans le sud de la Kapisa, quatre militaires de l'armée de Terre ont été tués et quinze autres blessés par les tirs d'un soldat afghan. Ils étaient

rattachés à une *Operational Mentoring and Liaison Team*, équipe de conseillers insérée au sein d'un bataillon afghan. Trois des victimes appartenaient au 93^e régiment d'artillerie de montagne de Varcès. Il s'agissait du major

Fabien Willm, du major Denis Estin et du maréchal des logis Geoffrey Baumela. L'adjudant Svilen Simeonov faisait quant à lui partie du 2^e régiment étranger du génie de Saint-Christol. Le chef de l'État, Nicolas

Sarkozy, a immédiatement envoyé sur place le ministre de la Défense, Gérard Longuet, et le Cema, l'amiral Guillaud, pour examiner les circonstances de l'attentat et évaluer les conditions de sécurité du contingent.

30/01 ÉTATS-UNIS : LE BPC MISTRAL PARTICIPE À BOLD ALLIGATOR 2012



EMA / ARMÉE DE TERRE

Le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Mistral* participe depuis le 30 janvier – et jusqu'au 12 février – à *Bold Alligator 2012*, organisé par les forces armées américaines. Cet exercice, qui constitue le plus important entraînement amphibie de ces dix dernières années, a lieu au large de la côte Est des États-Unis. À bord

du BPC, plus de 650 militaires de la Marine et de l'armée de Terre sont engagés. Cette forte participation française traduit l'importance de la coopération internationale et de l'interopérabilité dans la résolution des crises actuelles. La France, grande nation amphibie européenne, est un des premiers partenaires et alliés historiques des États-Unis.

14/01 FRANCE : LE BATAILLON DE MARINS-POMPIERS DE MARSEILLE EN CHARGE DES RESCAPÉS DU CONCORDIA

Trois cent quatre-vingt-cinq passagers français du paquebot *Concordia* échoué sur la côte toscane ont été acheminés par bus jusqu'au port de Marseille. Le bataillon de marins-pompiers de Marseille (BMPM) s'est porté en renfort des structures nationales, municipales et privées mobilisées pour cette occasion. Initialement pris en charge par les autorités

italiennes, les passagers ont pu bénéficier dès leur arrivée en France d'une structure médico-psychologique. Le dispositif de secours impliquait 90 personnes dont 24 marins-pompiers. Par ailleurs, la Marine nationale a dépêché le bâtiment de soutien et d'assistance à la dépollution *Jason* en vue du pompage des produits polluants contenus dans le navire échoué.



BRUNO BLANCHAIS / BMPM

Bénédicte Tratnjek**Doctorante en géographie à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire*****La ville, un « espace symbole » enjeu de la pacification des territoires***

Soldats français de la force internationale à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine. Cette ville a été assiégée de 1992 à 1995 par les Serbes. Les bombardements visaient non pas à anéantir la ville, mais à détruire les lieux de rencontre où les différentes communautés se cotoyaient.

La ville en guerre est à la fois un espace de combats, un espace de (sur)vie, un espace médiatique... Elle ne peut pas être seulement considérée comme un théâtre d'opérations sur lequel se déroulent les combats : pour les belligérants, la ville est un « espace scène » où chaque action tend à produire, par le contrôle territorial, la mise en spectacle de la destruction, la géographie de la peur, un vivre sans « l'autre ». La ville est un espace symbole particulièrement médiatisé et les belligérants pensent leurs actions, les mettent en scène, les donnent à voir à leurs ennemis, aux acteurs de la paix, mais aussi aux habitants ordinaires qui doivent vivre au cœur de cette géographie de la terreur.

La difficulté, pour les militaires envoyés en opération dans les agglomérations en guerre, vient non seulement de la présence des civils à protéger et de la diversité des

acteurs en armes, mais aussi des particularismes locaux qui font de chaque ville un théâtre d'opérations unique. Les belligérants locaux possèdent, eux, une parfaite connaissance du terrain, non seulement en termes tactiques et opérationnels, mais aussi parce qu'ils maîtrisent la symbolique des lieux. Lorsqu'ils détruisent des endroits ordinaires, la signification de cette violence symbolique peut échapper à l'acteur de la paix extérieure.

L'urbicide comme mode d'action

L'urbicide, néologisme créé à partir du terme génocide en remplaçant *genos* (le peuple) par *urbi* (la ville), est une notion qui permet de comprendre cette mise en spectacle de la destruction dans la ville. Sarajevo 1992-1995 : les bombardements menés contre la localité ne visent pas à anéantir celle-ci (les Serbes avaient pour objectif d'en faire la capitale d'un État serbe de Bosnie-Herzégovine),

mais à détruire les espaces de rencontre, c'est-à-dire les restaurants, cinémas, cafés... où les habitants se côtoyaient, échangeaient, se séduisaient même, sans tenir compte de leur appartenance ethnique. Mitrovica 2004 : le cimetière serbe dans le sud de l'agglomération (quartier très majoritairement albanais du Kosovo) est victime d'un mémoricide. Les tombes sont cassées, taguées, les symboles de « l'autre » disparaissent du paysage. Le mémoricide passe aussi par la construction de nouveaux lieux symboliques. Restons à Mitrovica : de part et d'autre de la rivière-frontière Ibar, des lieux d'une mémoire excluante marquent la territorialisation de la différence : disséminés dans le quartier albanais ou positionnés aux entrées du quartier serbe, ces espaces d'une mémoire enracinent l'impossible « vivre ensemble » et fragmentent la ville. Cette violence symbolique construit une géogra-

phie de la peur et s'ancre dans les spatialités des habitants ordinaires qui tendent à ne plus fréquenter le quartier de l'autre. Les destructions des combats n'ont pas que des conséquences sur le bilan matériel de la guerre : elles sont un véritable enjeu pour les acteurs de la (re)construction de la paix dans la ville. De fait, il est nécessaire de comprendre les spatialités des pouvoirs dans la cité pour appréhender la guerre dans la ville par-delà le temps des combats. Abidjan fin 2010-début 2011 est une ville dominée où s'affrontent le pouvoir en place (les forces loyales à Laurent Gbagbo) et les hommes d'Alassane Ouattara. Dans la ville dominée, le combat se fait par progression des forces ennemies, chacune tentant de contrôler l'espace urbain dans sa totalité pour y asseoir son pouvoir. Sarajevo 1992-1995 est un cas de « ville multiculturelle », où les voisins vont être, par la géographie de la terreur produite par l'ensemble des acteurs en armes (viols systématisés, exactions, bombardements...), forcés de choisir une identité ethnique. S'ils se reconnaissaient tous

J.-J. CHATARD/DICOD



Bénédicte Tratnjek est spécialiste de la géographie de la ville en guerre.

comme Sarajéviens, les habitants de cette ville multiculturelle vont être contraints de vivre un « entre-soi » forcé. L'enjeu, pour les belligérants, dans la ville multiculturelle est alors la disparition du « vivre ensemble », et la fragmentation des espaces de vie selon un schéma : mon territoire *versus* le territoire de l'autre. Autre type de cité en guerre : Mitrovica 1999. L'agglomération est, avant les combats, marquée par une profonde ségrégation communautaire

entre un quartier nord majoritairement serbe et un quartier sud à dominante albanaise. Dans cette ville divisée, les belligérants visent la destruction des poches de peuplement minoritaire (Bosnjacka Mahala, les Trois Tours...), et l'expulsion de l'autre. Dans ces différents types de villes en guerre (ville dominée, ville multiculturelle, ville divisée), les acteurs en armes pensent géographiquement la destruction des lieux, l'expulsion de « l'autre » et leur emprise territoriale. La cité est un « espace scène », dans la mesure où la violence symbolique y est donnée à voir, notamment par une utilisation de la présence des médias, à la fois aux habitants « ordinaires » et aux acteurs de la paix. Les combats y ont un sens profond pour les belligérants. Les acteurs de la pacification des territoires ne peuvent faire, aujourd'hui, l'économie de l'analyse de la symbolique des lieux, pour penser la reconstruction contre l'urbicide et la géographie de la peur. ■

Les points de vue développés dans cet article n'engagent que l'auteur.

Restez connectés
WWW.DEFENSE.GOUV.FR

Facebook **Rejoignez la communauté**
<http://www.facebook.com/pages/Defensegouv/127027683999474>

Armées d'aujourd'hui
 Calaméo **eo**
<http://fr.calameo.com/subscriptions/335690>

Twitter **e**
http://twitter.com/defense_gouv

Toute l'actualité Dailymotion **3m**
<http://www.dailymotion.com/portal/defense>

Le journal de la Défense



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos *forces en action*, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

Normal Spécial* France Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.



ARMÉES

 D'AUJOURD'HUI

Dernière rencontre territoriale

Un colloque rassemblant les protagonistes des rencontres territoriales du second semestre 2011 s'est tenu à l'École militaire le 19 janvier. Gérard Longuet y a présenté son plan d'action.

« La réforme d'ensemble du ministère vise à répondre aux défis capacitaires du Livre blanc et budgétaires de la révision générale des politiques publiques (RGPP). Elle garantit à nos forces de pouvoir poursuivre dans les meilleures conditions leurs missions opérationnelles. Elle repose sur une démarche de transformation des armées, une révision de l'implantation territoriale et des actions de modernisation dans le soutien, permettant de dégager des économies de moyens réinvesties au profit de la condition du personnel, des équipements et de la préparation des forces.

Elle est menée de manière remarquable par l'engagement de l'ensemble des personnels, dans une période marquée par un niveau élevé d'engagement opérationnel. Elle réclame des efforts difficiles que militaires et civils de la Défense supportent avec courage, dignité et détermination. Seul l'engagement de tous a permis de réaliser le chemin parcouru, c'est lui



ARNAUD ROINÉ/ECPAD

Le ministre de la Défense a présenté aux acteurs des rencontres une « nouvelle feuille de route » qui consolidera les acquis de la réforme.

seul qui permettra d'aller au bout de cette réforme. À mi-parcours et dans une phase de mise en œuvre active de la réforme, j'ai souhaité aller à votre rencontre lors de déplacements dans les sept zones de Défense et de sécurité, organisés entre octobre et décembre 2011. Il s'agissait de répondre à vos interrogations et de vous rappeler la cohérence et le sens de la démarche.

Le cycle des rencontres territoriales m'a permis d'être

parmi vous, de vous écouter et de vous tenir un langage direct, de vérité mais aussi de détermination car je suis persuadé que nous allons dans le bon sens, que la réforme de la Défense est exemplaire et indispensable.

Les échanges ont été fructueux, ils ont confirmé que le principe de la réforme était acquis, mais ont également permis de préciser les difficultés, de faire remonter les bonnes pratiques et de tirer une leçon d'étape mettant en

lumière les domaines dans lesquels des actions d'adaptation ou complémentaire pourront être conduites pour améliorer la mise en œuvre de la réforme. Le temps est à présent aux enseignements et aux mesures à envisager dès 2012. Vous avez été entendus. Pour donner un retour constructif aux échanges, j'ai en effet souhaité l'élaboration d'un plan d'action ministériel qui permettra de répondre aux réalités vécues sur le terrain et donc de conforter et de faciliter la mise en œuvre de la réforme.

J'ai tenu à réunir, à Paris, l'ensemble des participants aux rencontres territoriales et les autorités du ministère pour leur présenter cette nouvelle « feuille de route » qui permettra de consolider les acquis et d'aller au bout de la réforme.

Plus que jamais, il s'agit d'avancer ensemble dans la deuxième phase de la transformation afin de disposer, d'ici 2015, d'un outil de Défense pleinement adapté aux enjeux et aux exigences de notre environnement géostratégique. ■

Retour sur les sept rencontres

À mi-parcours de la réforme, le ministre de la Défense est allé à la rencontre des acteurs de terrain à l'occasion de sept rencontres organisées en région fin 2011.

Ces rendez-vous ont été l'occasion d'un dialogue avec l'encadrement chargé de la mise en œuvre de la réforme. Cela a permis d'identifier les forces et les faiblesses des mesures mises en place et d'en tirer des enseignements. Ces réunions ont également

favorisé une meilleure connaissance des chantiers en cours par le biais d'une pédagogie interactive, appréciée par les participants. Chaque déplacement du ministre a donné lieu à une réflexion préparatoire conduite par deux groupes de travail (GT) composés de militaires et de civils issus des armées et des services ministériels. Ces GT ont fait remonter les préoccupations des acteurs de terrain sur des problématiques locales ou générales liées au soutien et à l'opérationnel. Les participants ont fait part de leurs observations au ministre.

Celui-ci a ainsi répondu par des mesures concrètes aux fortes attentes du « terrain ». Ce constat a donné lieu à l'élaboration d'un plan d'action ministériel qui a été examiné lors d'un comité exécutif le 10 janvier, en présence du ministre et de ses grands subordonnés, pour valider les choix effectués. Gérard Longuet a tenu à présenter ce plan d'action lors d'une rencontre organisée le 19 janvier à l'École militaire (Paris) à laquelle participaient des représentants régionaux impliqués dans la réforme.

De l'écoute à l'action

Au cours des sept rencontres territoriales sur la réforme, plus de 2 000 cadres ont fait le point avec le ministre sur la mise en œuvre de la réforme. Le 19 janvier, Gérard Longuet a présenté devant les représentants régionaux les grandes orientations du plan d'action décidé en Comex.

L'atteinte des objectifs du Livre blanc

Pour le major général des armées Pierre de Villiers, les derniers engagements opérationnels montrent la pertinence des choix du Livre blanc. « Les armées n'ont jamais tiré autant de munitions sur autant de théâtres depuis la guerre d'Algérie. » Cela fait également plus de quarante ans qu'elles n'ont pas connu de transformation aussi profonde. Pourtant, elles ont su tenir conjointement ces deux fronts sans jamais perdre de vue deux priorités : les équipements et la condition du personnel. Comme l'a souligné le secrétaire général pour l'administration, Jean-Paul Bodin, entre 2008 et 2015, 6,7 milliards d'euros de gains nets cumulés seront ainsi intégralement réinvestis dans l'effort d'équipement du ministère et d'amé-

lioration de la condition du personnel civil et militaire. Le DGA adjoint, Philippe Jost, et le DRH-MD, Jacques Roudière, ont relevé que les résultats étaient déjà tangibles : le rythme de livraison des nouveaux équipements a été redynamisé, les grilles indiciaires ont été réévaluées.

Une seule et même finalité, l'opérationnel

Le succès en opération repose aussi sur une logistique opérationnelle performante donc bien coordonnée. Afin de renforcer encore cette coordination, un nouvel organisme interarmées de logistique, issu du rapprochement entre deux organismes existants (Ciclo, CMT), verra le jour d'ici 2013. Sur le territoire, afin de mieux prendre en compte la croissance des missions relevant de l'Otiad, les effectifs de cette

chaîne seront augmentés de 10 % en trois ans. Enfin, une attention particulière sera portée à la réserve opérationnelle, tant il est vrai qu'il n'y a pas d'armée professionnelle sans réserve forte.

La préparation opérationnelle

Les échanges intervenus au cours des RTR ont montré toute l'importance du maintien en condition opérationnelle des équipements et particulièrement la régénération de leur potentiel technique. Pour le Cemat, l'engagement sans faille des équipements de l'armée de Terre sur les théâtres d'opération peut amoindrir la disponibilité des matériels pour l'entraînement. Il s'agit donc d'identifier les voies et moyens pour améliorer cette disponibilité, notamment ceux du parc de service permanent, mais

aussi préserver les espaces d'entraînement. Pour le CEMM, la Marine est un cas particulier puisque, lorsqu'un bateau de la Marine appareille, il fait à la fois sa mission, sa préparation opérationnelle et part en unité constituée. Néanmoins, comme le souligne le Cema, la permanence du soutien, la régénération des hommes et des équipements sont prioritaires pour rester opérationnels dans un contexte où les missions évoluent en permanence.

La préparation opérationnelle est une exigence. Elle crée une cohésion, une solidarité tout aussi importante pour les souteneurs, qui ont vocation à être projetés avec leurs camarades des forces. Le plan d'adossement des GSBdD et des autres unités de soutien aux formations soutenues sera complété dans cet esprit.

La nouvelle organisation générale du soutien

Nouveaux acteurs, nouvelles procédures, nouveaux systèmes d'information, en 2011 tout a bougé. Le ministre a annoncé que les EMSD étaient pérennisés dans leur principe. De même, le Com BdD, garant du service dans les BdD et acteur incontournable en matière de coordination et d'arbitrage, sera conforté dans sa mission d'intégrateur. Dans le domaine de l'infrastructure, une expérimentation sera lancée afin d'attribuer au Com BdD, déjà



BRUNO ARRIBARD/MARINE NATIONALE

Une meilleure coordination, essentielle pour permettre aux forces projetées sur les théâtres extérieurs d'agir vite et bien, sera mise en place via un organisme interarmées de logistique.



De retour d'un théâtre d'opération, les unités doivent se maintenir en condition opérationnelle. Dans ce but, le plan d'action met l'accent sur la capacité des hommes à s'entraîner et sur la régénération des matériels.

responsable des plans de maintenance, la totalité du budget de maintien en condition de l'infrastructure. L'enjeu consiste bien à garantir la cohérence d'ensemble de cette organisation. Cela passe notamment par l'harmonisation de la carte mais aussi une meilleure performance des activités administratives, budgétaires et RH. C'est dans cet esprit que des études ont été lancées par l'EMA et le SGA.

Garantir la performance du soutien

C'est à la fois une priorité et un véritable défi pour les acteurs du soutien qui agissent sous forte contrainte budgétaire. Comme le souligne le général Eric Rouzaud, « *faire aussi bien, avec moins, impose de faire différemment* ». Afin de remplir cet objectif de performance, le Comias a annoncé un certain nombre de mesures emblématiques après un an de fonctionnement : réévaluation du budget nécessaire au fonctionnement des BdD, généralisation des « guichets uniques » dans les GSBdD

pour assurer l'interface avec les formations soutenues. Le SGA rappelle aussi, dans le domaine de l'achat-finance, la nécessaire réduction des délais de paiement. Par ailleurs, de manière générale, la simplification des processus sera recherchée en poursuivant la dématérialisation et l'allègement des procédures et des

« Le personnel a conscience de vivre un changement majeur »

tâches. Il s'agira également d'élargir le potentiel d'emploi de la carte achat et d'améliorer les relations avec les fournisseurs locaux.

L'homme au cœur du changement

Avec la réforme, le personnel a conscience de vivre une révolution. Les effectifs diminuent, les responsabilités évoluent. La perte de contact direct avec les responsables des ressources humaines

inquiète. Pour le personnel militaire, la distinction entre « RH de commandement » et « administration RH » sera précisée, avec notamment la question de la place et du rôle des chanceliers vis-à-vis des formations. Pour le personnel civil, une meilleure visibilité sur les fonctions de soutien occupées et une clarification

ligne l'amiral Bernard Rogel, l'appropriation, indispensable pour éviter la perte de repère, passe par une communication accrue du commandement.

Chantier simplification

Simplifier, c'est arrêter la sur-administration, réviser les procédures, dématérialiser, pour améliorer, collectivement, les conditions de travail. Concrètement, au sein des bases de défense, un travail d'analyse des modes opératoires sera mené. Les formulaires administratifs devront être adaptés, supprimés si nécessaire, pour offrir une plus grande lisibilité, et le nombre de pièces justificatives devra être réduit au strict besoin, pour les démarches administratives comme pour les demandes de soutien. Le logiciel Sillage « multi prestations » permettra de fournir « clef en main » l'ensemble des prestations nécessaires au chef d'unité avant un déploiement. ■

EMA/SGA



PHOTOS : BRUNO BIASUTTO/DIGOD

Paroles de participants

Ils étaient près de 600 personnes, militaires et civils, à assister au colloque national sur les Rencontres territoriales de la réforme qui s'est tenu à Paris le 19 janvier. 73 % des participants interrogés « à chaud » se sont déclarés satisfaits par ces rendez-vous et 75 % ont jugé l'exercice particulièrement constructif. À l'annonce des objectifs par le ministre, ils ont le sentiment d'avoir été entendus.

Major Michel Corot,
chef de cours au centre d'instruction naval de Saint-Mandrier



« Le colloque a démontré une prise de conscience des problèmes de terrain. Des études sont en cours, et des idées émergent, comme celle du ministre, préconisant une "journée vérité" pour dialoguer entre les différents acteurs locaux. On attend à présent les résultats de ces études qui, je l'espère, amèneront des solutions concrètes. »

Patrick Daulny,
membre du Conseil supérieur de la réserve militaire



« Actuellement, de nombreux agents civils ne comprennent plus de quels services ils dépendent, ce qui complexifie toutes les démarches qu'ils doivent

entreprendre. La réforme a rendu floues les responsabilités. Les civils ont le sentiment de subir les changements du ministère, alors qu'ils devraient les accompagner. L'amélioration du dialogue entre les services, qui se situe au cœur du plan d'action présenté lors du colloque, me paraît essentielle pour que tout le monde comprenne les rôles de chacun. »

Alain Oellers,
chef du groupement de soutien de la base de défense de Vannes-Coëtquidan



« L'idée de faire un tour de France pour évaluer la mise en œuvre de la réforme était un choix pertinent de la part du ministre. Aujourd'hui encore, on a pu observer que le dialogue entre tous les intervenants était sans tabou, ce qui a permis une prise de conscience collective. J'ai pu

constater que le plan d'action mettait en exergue la formation opérationnelle des militaires soutenant, ce qui était l'un des points que j'avais soulevé lors de la rencontre à Rennes. »

Adjudant-chef Claude Chettouh,
président des sous-officiers du 3^e régiment d'artillerie de marine



« Ce cycle de rencontres territoriales a été très positif. Il nous a permis d'avoir des échanges constructifs avec les autorités parisiennes. Pour tous les opérationnels, le rapport entre soutenant et soutenu a été compliqué à mettre en place au début de la réforme, tout le monde s'interrogeant sur « qui fait quoi ? ». Aujourd'hui le plan d'action réajuste certaines mesures et nous permet de mieux travailler ensemble.

Ghislaine Picot,
ingénieur à la Direction générale de l'armement pour le projet simplification et dématérialisation



« À la DGA, nous travaillons sur la simplification des modes de fonctionnement. On a déjà dématérialisé le processus achat. Ce colloque nous offre une synthèse de l'avis des acteurs locaux. D'après ce qui s'est dit lors des rencontres ter-

ritoriales, nous sommes confortés dans notre évaluation des besoins du terrain. »

Commissaire-capitaine Darrivere,
chef du service achat/finance au groupement de soutien de la base de défense de Nancy



« Cet exercice de synthèse est enrichissant car on s'aperçoit que notre réforme s'inscrit dans un mouvement plus vaste de modernisation de l'État. Le plan d'action ministériel est une bonne nouvelle, mais il crée aussi des attentes et un besoin d'évaluation dans quelques mois. »

Lieutenant Guérin,
officier supérieur adjoint à l'inspection de l'armée de Terre, Reuilly



« Pour la seconde fois, j'ai pu m'exprimer devant le ministre sur un des problèmes liés à la mise en place de la réforme : les retards de paiement et de remboursement pour le personnel du ministère. J'ai apprécié que Gérard Longuet se dise vigilant sur ces points particuliers qui sont sources de crispations dans les armées. »

Propos recueillis par P. H. et N. M.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Des économies réinvesties dans les équipements

Le Livre blanc et la loi de programmation militaire 2009-2014 ont fixé des objectifs d'amélioration capacitaire. De nouveaux matériels sont régulièrement livrés, dans le respect du calendrier.

Armées d'aujourd'hui vous les présente sur plusieurs numéros.

RECONNAISSANCE

POD RECO-NG

Livraison 2011 : 5 ● 2010 : 6
2009 : 2

Ces nacelles améliorent la reconnaissance aérienne grâce à un fonctionnement diurne et nocturne, à moyenne ou basse altitude, à courte, moyenne ou grande distance, à grande et très grande vitesse.

Les images recueillies peuvent être transmises en temps réel au sol. Ces nacelles, qui mesurent environ 5 mètres, équipent des avions Rafale F3 Air et Marine depuis 2010 et peuvent être mis en œuvre à partir d'un porte-avions ou d'une base aérienne.

PROTECTION

ASTER 30

Livraison 2011 : 30
2010 : 2

Ces missiles s'inscrivent dans la mission de détection et de protection antiaérienne. Avec une portée maximale de 80 km, ils peuvent intercepter des attaques saturantes d'avions, de missiles supersoniques manœuvrants et de missiles balistiques. Pendant toute la durée du vol, ils utilisent un guidage inertiel avec recalage intermédiaire de la cible par liaison avec le radar au sol.

RÉNOVATION D'AWACS (SDCA)

Livraison 2011 : 2 ● 2010 : 2

Cette modernisation des Awacs, avions de détection et

de contrôle aérien (SDCA), vise à garantir le maintien de leur interopérabilité et de leur interchangeabilité avec ceux de la Royal Air Force, de l'Otan et de l'US Air Force. Ces aéronefs ont pour mission la détection et la surveillance ainsi que le contrôle et la conduite des opérations aériennes militaires.

INTERVENTION

BÂTIMENT DE PROJECTION ET DE COMMANDEMENT

Livraison 2011 : 1

Le bâtiment de projection et de commandement (BPC) de classe Mistral répond à la nécessité de posséder des unités polyvalentes, capables de se positionner au large, de dé-

ployer rapidement des troupes, de projeter des forces à terre, de constituer une plate-forme de combat aéroterrestre, de commander et de soutenir des opérations interarmées et interalliées d'envergure en mer ou à terre. La livraison de ce troisième BPC baptisé *Dixmude* complète les moyens d'assaut amphibie et de commandement. Ces trois bâtiments confèrent à la France une primauté européenne en termes de capacité de projection de forces par voie maritime.

FÉLIN

Livraison 2011 : 4 036
2010 : 1 740

Le Félin (fantassin à équipements et liaisons intégrées) est un équipement dédié au combat débarqué. Il est des-



GHISLAIN MARIETTE / ECPAD

Le Félin, fantassin à équipements et liaisons intégrées.



MARINE NATIONALE

Le bâtiment de projection et de commandement *Dixmude*.

tiné à améliorer les cinq capacités du combattant : la létalité (pointeur laser ou viseur clair, jumelles de vision nocturne), la survie (gilet de protection balistique, visière pare-éclats), l'observation-communication (poste de communication intra-groupe), la mobilité (surveste de combat), le soutien (effets d'habillement adaptés à la spécificité de l'infanterie, sac à dos compartimenté).

VÉHICULE À HAUTE MOBILITÉ

Livraison 2011 : 15

Mesurant 7,60 mètres de long et pesant 14 tonnes, le VHM est constitué de deux parties articulées entre elles par un système d'assemblage lui permettant de progresser sur des terrains inaccessibles à des véhicules à roues, comme la neige, le sable ou des marécages. Il peut ainsi éviter des itinéraires routiers potentiellement piégés par des engins explosifs improvisés. Décliné en trois versions – « poste de commandement », « logistique » et « transport de troupes » –, il peut être doté d'un

armement d'appui de 12,7 mm ou d'autodéfense de 7,62 mm. Il peut embarquer jusqu'à 11 fantassins Félin avec leur armement individuel et collectif, qu'il protège contre les munitions de petit calibre, les roquettes d'infanterie, les mines et les engins explosifs improvisés.

TIGRE

**Livraison 2011 : 6
2010 : 7 • 2009 : 5**

Cet hélicoptère d'attaque a été décliné en deux versions françaises. La version appui-protection (HAP) procure un appui feu (canon de 30 mm et roquette) destiné à équiper les formations aéromobiles de

(HAD) apporte une capacité supplémentaire de destruction. Doté des armements HAP (canon, roquettes et missiles Mistral), le HAD possède également un missile air-sol guidé laser Hellfire II.

EC 725 CARACAL

Livraison 2011 : 2

Cet appareil de nouvelle génération est destiné aux missions de recherche et sauvetage au combat et aux missions de manœuvres et d'évacuations sanitaires. Il s'agit du premier appareil disposant d'un système d'autoprotection intégré et complet. Parmi ses équipements, on trouve un détecteur

« Du matériel de dernière génération est livré aux armées »

l'armée de Terre. Doté de missiles Mistral, le HAP est capable de prendre à partie et de détruire, de jour comme de nuit et par mauvaise visibilité, les hélicoptères adverses, les avions lents et les drones. La version d'appui destruction

d'alerte radar, un détecteur d'approche missiles, un détecteur d'alerte laser, une caméra thermique, des mitrailleuses et un lance-leurres. La capacité de transport maximum en soute est de 28 passagers.

CN235

Livraison 2011 : 3

Cet avion Casa peut parcourir 3500 kilomètres en autonomie. Il assure le transport tactique, logistique et de fret. Chaque appareil peut embarquer 40 passagers et transporter 3 à 5 tonnes de matériel.

RAFALE

**Livraison 2011 : 11
2010 : 11 • 2009 : 14**

Polyvalent, cet avion de combat réalise des missions de défense aérienne, d'attaque au sol, de reconnaissance et de dissuasion nucléaire. Il emporte les missiles air-air, de croisière et les bombes air-sol de dernière génération.

EXOCET

**Livraison 2011 : 12
2010 : 4**

Ces missiles antinavires équipent de nombreux bâtiments et aéronefs français. Il existe des versions mer-mer (ils équipent des frégates), air-mer (ils équipent des avions de combat, avions de patrouille maritime ou hélicoptères) et sous-mer (ils sont embarqués sur sous-marins). ■

Nelly Moussu



Le véhicule à haute mobilité.



L'avion de combat Rafale.

À bord de l'Hercules C-130 de l'escadron Franche-Comté, l'équipe de l'Unité française de vérification recueille des informations sur les forces armées ukrainiennes et leurs activités.



PHOTOS : BRUNO BIASUTTO/DICOD

Une vingtaine de militaires français ont réalisé un vol d'observation dans l'espace aérien ukrainien en novembre 2011. Une mission qui intervient dans le cadre du traité Ciel ouvert, instrument majeur dans le domaine de la maîtrise des armements.

Vol libre au-dessus

En ce matin de novembre, sur la base aérienne 110 de Creil, une équipe de l'Unité française de vérification (UFV) embarque à bord de l'avion de transport Hercules C-130 affrété par l'escadron Franche-Comté de la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy. Destination finale : Kiev. À bord, une vingtaine de militaires – le chef de mission et son adjoint, l'équipe technique pour la mise en œuvre des capteurs dont l'appareil est muni, l'équipage de l'aéronef, un interprète et un officier polonais invité par la France – se prépare à réaliser une mission particulière : conduire un vol d'observation dans le ciel ukrainien pour y recueillir des informations sur les forces armées et les activités qu'elles mènent. Cela, avec

l'entier consentement de l'État observé. L'Unité française de vérification, organisme interarmées dirigé par le colonel Paul Morillon et placé sous la tutelle de la division « maîtrise des armements » de l'État-Major des armées, conduit les missions opérationnelles liées aux engagements internationaux pris par la France en matière de maîtrise des armements. Elle est constituée de trois bureaux au sein desquels sont affectés une soixantaine de militaires des trois armées. Le premier est en charge de l'application du traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe et du document de Vienne (voir encadré) ; le deuxième, dit bureau Ciel ouvert, se charge du traité du même nom ; et le troisième, de la mise en œuvre des obligations relatives



de l'Ukraine

aux armements non-conventionnels de type nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique (NRBC). Enfin, une cellule chargée de la prospective étudie tous les accords et traités, pour en analyser les subtilités et les conséquences et proposer des évolutions en phase avec le monde actuel.

Renforcer la paix sur le continent européen

C'est le bureau Ciel ouvert, dirigé par le lieutenant-colonel Pascal Monnet, qui met donc en œuvre les programmes de vols sur le territoire des États parties et s'assure du bon déroulement de ceux menés au-dessus de la France. L'objectif est de renforcer la compréhension et la confiance

mutuelle et de promouvoir l'ouverture et la transparence dans le domaine militaire. « *Il s'agit d'un mécanisme de prévention et de gestion des crises mis en place pour participer au renforcement de la paix sur le continent européen* », résume le lieutenant-colonel Nicolas Leroy, chef de la mission.

À l'arrivée, sur la piste de la base aérienne militaire de Borispol (sud-est de Kiev), le colonel Yury Andrienko, chef de l'organisme Ciel ouvert ukrainien, accompagné des membres de son unité, accueille chaleureusement les membres de l'UFV. Puis le groupe se dirige vers la salle de réunion pour une présentation du plan de vol établi par la France, pays observateur, et des prévisions météorologiques ■■■

L'avion est équipé de la nacelle d'observation Samson, un système de prises de vues aériennes doté de caméras verticales et panoramiques et d'appareils photo à films argentiques.



■■■ détaillées par un officier ukrainien. Le pays observateur détermine en effet seul la trajectoire qu'il souhaite emprunter, dans le respect des protocoles établis par le traité en termes de matériel employé, de distance et de hauteur de survol.

Seuls impératifs : respecter les quotas de missions qui lui sont attribués chaque année par la commission consultative Ciel ouvert – instance hébergée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)* –, avertir l'État observé au moins 72 heures à l'avance et rendre les images accessibles à tout membre le souhaitant.

Seconde étape : l'inspection par la partie observée de la conformité des dispositifs employés (aéronef, nacelle, capteurs), qui doivent bénéficier d'une certification spécifique. Une fois cette procédure accomplie et le plan de vol accepté, le vol d'observation peut avoir lieu. Il durera cinq heures pour cette mission.

Caméras verticales et panoramiques

Pour ce faire, l'aéronef employé est équipé de la nacelle Samson – dont l'exploitation et les coûts sont partagés avec huit autres pays : l'Espagne, l'Italie, le Canada, la Belgique, le Portugal, la Grèce, les Pays-Bas et le Luxem-

bourg –, un système de prise de vues aériennes emportant des caméras verticales et panoramiques. La nacelle met en œuvre des appareils photographiques à films argentiques. Une technologie qui sera remplacée par des caméras numériques à l'horizon 2015.

La mission s'achève une fois les images développées sur place ou bien au sein de l'atelier photo-caméra de la section Ciel ouvert située à Orléans-Bricy.

Selon le capitaine Antoine Thomas, adjoint au chef de la mission : « *Si le contexte politico-militaire européen a évolué depuis la fin de la guerre froide, ces vols d'observation restent adaptés, puisqu'ils permettent de maintenir des relations étroites et de confiance avec nos partenaires, dans un souci de prévention. Le fait même d'y être associé et d'y participer activement constitue un acte diplomatique fort, puisqu'il atteste que chacun n'a rien à se reprocher, et contribue à instaurer et à maintenir collectivement la paix en Europe.* »

Linda Verhaeghe

* L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) est un forum d'échanges international mis en place en 1973. Basée à Vienne (Autriche), elle regroupe 56 États : l'ensemble des pays du continent européen, des pays d'Asie centrale issus de la dissolution de l'Union soviétique, ainsi que les États-Unis et le Canada.

Trois instruments pour la sécurité dans l'espace européen

Le traité sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE). Trente pays (22 membres de l'Otan et 8 alliés au Pacte de Varsovie) ont adhéré à ce traité, à Paris, en 1990. Il vise à rééquilibrer les forces et matériels militaires entre les États membres en instaurant des plafonds ainsi que des inspections.

Le Document de Vienne. Signé en 1990, puis révisé en 1999 et 2011, il regroupe les pays membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et introduit un régime d'inspection des activités militaires, des échanges d'informations sur les forces et les équipements militaires, ainsi que des programmes de coopération.

Le traité Ciel ouvert. Cet accord signé à Helsinki en 1992 et entré en vigueur dix ans plus tard rassemble 34 États parties. Il met en place un régime d'inspections mutuelles à travers la conduite de vols d'observation non-armés des territoires des nations concernées, menés par des avions équipés de capteurs photographiques.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe accueille la commission consultative Ciel ouvert, au sein de laquelle tous les membres sont représentés. Et c'est l'Unité française de vérification qui procède aux vols d'observation à l'étranger et s'assure du bon déroulement de ceux qui ont lieu au-dessus du territoire français.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Le dernier exercice Caraïbe, qui a eu lieu du 14 au 25 novembre 2011, simulait le passage d'un cyclone sur l'île de Marie-Galante. Il a permis de tester le « format 2012 » des Forces armées des Antilles (FAA), qui seront réorganisées cet été dans le cadre de la modernisation.

Exercice

Les FAA dans l'

Disparus par milliers, maisons détruites, voitures balayées, réseaux de télécommunications et routiers hors d'état... Ce mercredi, le cyclone Noëlla a mis à sac l'île de Barcuda, au cœur de la zone Caraïbes.

Dans l'incapacité de gérer la situation, le président du petit État insulaire fait immédiatement appel à l'aide internationale. La France répond à sa demande en conduisant une intervention extérieure de secours d'urgence sous commandement national. Le Commandant supérieur des Forces armées des Antilles (Comsup FAA) est désigné pour diriger cette opération. Il envoie immédiatement 600 hommes des Forces armées des Antilles et des régiments du service militaire adapté (RSMA) de Martinique et de Guadeloupe, avant l'arrivée des

renforts des Forces armées de Guyane (FAG) prévue sept jours plus tard. Tel était le scénario du dernier « Caraïbe » – exercice majeur biennuel de la zone Antilles – qui s'est déroulé du 14 au 25 novembre, à Fort-de-France en Martinique et sur l'île de Marie-Galante.

Pour cette édition, le défi était double. Premier objectif : s'entraîner à « l'une des missions majeures des FAA : mener des opérations de secours d'urgence dans le cadre d'une assistance humanitaire ou d'une catastrophe naturelle », explique le contre-amiral Loïc Raffaëlli, commandant supérieur des forces armées aux Antilles, et commandant de la zone maritime Antilles. Un impératif dans cette région particulièrement soumise aux menaces de tremblement de terre, d'éruption volcanique, de ■■■



Ci contre :
des avions de
l'armée de l'Air
chargés du
matériel néces-
saire pour inter-
venir sur le site
de l'opération
sont prêts à
décoller.
Ci-dessous
et à gauche :
les hommes
des FAA, durant
leur exercice
biannuel, s'en-
trainent pour
mener au mieux
leur mission :
sauver des vies
lors de cata-
strophes natu-
relles ou dans le
cadre d'une
assistance
humanitaire.

PHOTOS : JÉRÉMY LEMPIN/ECPAD



œil du cyclone



PHOTOS : JÉRÉMY LEMPIN / ECPAD



Dans le cadre de la politique de réduction des effectifs militaires des forces armées, les FAA (Guadeloupe et Martinique) doivent être réduits de 43 % d'ici 2020. Cette réorganisation leur permettra de se recentrer sur les missions militaires tout en conservant leur capacité d'intervention en soutien de l'action de l'État.

■ ■ ■ cyclone et de tsunami. D'ailleurs, le scénario de cet exercice s'inspire en partie des dernières interventions françaises réelles dans la zone Caraïbes, comme l'opération « Haïti 2010 » et celle déclenchée après le passage du cyclone Tomas sur Sainte-Lucie, en novembre 2010.

Le second objectif était de « tester le nouveau format des FAA, qui doit être réduit dès cette année », poursuit le contre-amiral Raffaëlli. Car, comme l'ensemble des forces armées, les forces de souveraineté déployées dans les départements et collectivités d'outre-mer sont réorganisées selon les priorités stratégiques fixées par le Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale, et les principes de rationalisation liés à la révision générale des politiques publiques (RGPP). Ainsi la responsabilité principale du « théâtre caraïbe » est dorénavant confiée au commandement interarmées (Comia) de Guyane. Les FAG assurent la capacité d'intervention régionale de la zone pour le volet terrestre et aérien, en complémentarité avec les FAA pour le volet maritime hauturier. Autre mission prioritaire dans laquelle les FAA sont confortées : la lutte contre le narcotrafic dans le bassin caraïbe. Une volonté politique réaffirmée en mai 2011, lors du sommet du G8, par Nicolas Sarkozy.

« Forts de nos moyens, nous pouvons porter un secours immédiat et adapté à la population »

Cette réarticulation s'accompagne d'une révision du nombre d'hommes. Actuellement, les FAA comptent 1 700 militaires et 400 civils. « Ces effectifs seront réduits de 43% d'ici à 2020. Dans une première phase, dès cet été, ils devraient atteindre 900 militaires et 300 civils », précise le contre-amiral Raffaëlli. Ce nouveau dispositif est ainsi recentré sur les missions militaires tout en conservant la capacité d'intervenir pour les FAA, en soutien de l'action de l'État, dans les situations d'urgence. « Dans le cas de catastrophes naturelles, c'est le Comsup FAA, par délégation du Comsup FAG, qui est en charge d'intervenir, à hauteur des capacités disponibles et en attente des éléments de renfort provenant de Guyane et de métropole », précise le commandant supérieur des Forces armées antillaises. « Dans le cadre de cet exercice, nous avons travaillé sur le format 2012, explique le colonel Alain Leclerc, adjoint interarmées du Comsup des FAA. Le principe conducteur est qu'il ne sert à rien d'expédier un effectif trop important sur le terrain. Mieux vaut envoyer une force correctement dimensionnée et bien préparée. Celle-ci prend connaissance de la situation, évalue les besoins et prépare l'arrivée des renforts venus de Guyane ou de métropole. »

Premier bilan de cet exercice 2011 dressé par le contre-amiral Raffaëlli : « Forts de nos moyens humains, de nos capacités logistiques et de planification, nous pouvons porter un secours immédiat et adapté à la population dans des conditions dégradées. Cet exercice Caraïbe nous a ainsi permis d'évaluer et d'anticiper nos besoins futurs. »

Carine Bobbera

L'exercice Caraïbe en chiffres

Près de 700 militaires français et étrangers (hollandais et colombiens) ont participé à l'exercice Caraïbe 2011.

Parmi les forces françaises engagées dans l'exercice :

- Un poste de commandement interarmées de théâtre composé de 50 militaires issus des FAA, des FAG de l'EMA-FE et de réservistes.
- Armée de Terre : 122 hommes du 33^e régiment d'infanterie de marine. Pour la première fois, un drone Drac a été utilisé dans un contexte humanitaire.

- Marine nationale: le bâtiment de transport léger *Dumont d'Urville* et la frégate de surveillance *Ventôse*.
- Armée de l'Air : trois avions de transport Casa, un hélicoptère Puma et un hélicoptère Fennec.
- 60 hommes du service militaire adapté (RSMA) de Martinique et de Guadeloupe.
- Des observateurs de la Sécurité civile et des pompiers ont également collaboré.

Citadel Guibert 2011

s'entraîner à une approche globale

Obtenir la vision la plus exhaustive possible d'un théâtre d'opération en abordant toutes les situations de crise et en prenant en compte l'ensemble des informations politiques, militaires, économiques, sociales... Tel était l'un des objectifs de cet exercice de l'Otan, conçu et conduit par le Corps de réaction rapide-France, qui s'est déroulé en Belgique et en Allemagne du 27 novembre au 9 décembre 2011.

Un scénario au plus près de la réalité des conflits actuels, mais surtout une approche globale dès la phase de planification d'une opération. C'est ainsi que le Corps de réaction rapide-France (CRR-FR) a conçu et conduit « Citadel Guibert 2011 », l'exercice majeur de poste de commandement de l'Otan qui s'est déroulé du 27 novembre au 9 décembre 2011 sur les camps militaires de Leopoldsburg (Belgique) et Sennelager (Allemagne). La notion de « *comprehensive approach* » – comprenez approche globale – a fait son chemin dans les états-majors otaniens. Une trentaine de civils – experts, chercheurs et conseillers auprès d'organisations non gouvernementales ou internationales... –, insérés au sein du poste de commandement ou dans l'animation, ont participé à Citadel Guibert 2011 aux côtés des 1 700 militaires issus de 15 nations engagées dans l'exercice.

« L'Afghanistan reste riche d'enseignements, notamment dans le domaine de l'approche globale »

Objectif de cette expérimentation : obtenir la vision la plus exhaustive possible du théâtre d'opération (*situational awareness*) en abordant les situations de crise sous tous leurs aspects. Une approche mise en avant par le général de corps d'armée Fugier, ancien chef d'état-major de la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan, actuel commandant du CRR-FR, qui dirigeait l'exercice. Tout en affirmant ne pas prendre l'Afghanistan comme théâtre référent pour l'exercice, le général soulignait : « *D'une crise à l'autre, on ne reproduit pas des schémas, mais l'Afghanistan reste cependant riche d'enseignements, notamment dans le domaine de l'approche globale.* »

Cette approche globale nécessite de prendre en compte des informations et des données relatives aux domaines politique, militaire, économique, social, immobilier et informationnel. Pour cela, l'état-major doit collecter un ensemble utile et exploitable d'informations de nature variée, y compris auprès d'organisations et d'agences civiles, les analyser et les fusionner avec le renseignement d'origine militaire. Il faut ensuite les diffuser au sein de l'état-major et auprès des acteurs extérieurs. Cette dernière opération suppose d'atteindre un équi-

libre entre le besoin de connaissance et la nécessité de partager une compréhension commune d'un environnement complexe.

L'Alliance s'attache à traduire ces tâches au travers du concept de *knowledge development*. Pour l'heure, cette notion n'a été déclinée qu'aux niveaux stratégique et opératif. Il reste à l'envisager au niveau tactique. C'est ce que le CRR-FR s'est efforcé



CRR-FR

La collaboration civilo-militaire est un élément clé de l'approche globale.

d'expérimenter en créant une structure *ad hoc* pour l'exercice Citadel Guibert 2011, baptisée *Knowledge Centre*. Cette cellule s'est dans un premier temps attelée aux tâches de collecte, de diffusion et de partage de l'information, notamment avec les acteurs extérieurs à l'état-major en développant une politique adaptée (*disclosure policy*). Lors d'une seconde étape – l'exercice *Comprehensive Citadel*, qui aura lieu en mai 2012 – le *Knowledge Centre* se concentrera sur les tâches d'analyse et de fusion de l'information et du renseignement... Là encore, il s'agira de recourir à des expertises extérieures à l'état-major dans les domaines de la gouvernance, du développement et de la sécurité. ■

Stéphanie Piquet / CRR-FR

Engin de débarquement amphibie rapide

EDA-R

Cette nouvelle embarcation apportera une plus-value opérationnelle considérable : sa vitesse et sa capacité de chargement par l'avant et par l'arrière est 2,5 fois supérieure aux chalands actuels. Le flux logistique sera environ 5 fois supérieur. Le premier EDA-R, livré le 24 novembre 2011 par le constructeur Cnim et le chantier naval Socarenam à la Direction générale de l'armement, a été pris en charge par la Marine nationale dès le lendemain. Il subit désormais des évaluations opérationnelles. À ce titre, il a pris place à bord du BPC Mistral le 9 janvier 2012. Il participe à l'exercice amphibie interalliés *Bold Alligator*, à Norfolk, aux États-Unis. L'admission au service actif des trois autres engins est envisagée à l'été 2012.

MISSIONS PRINCIPALES

● OPÉRATIONS MILITAIRES DE PROJECTION DE FORCES

Débarquement rapide sur plages et quais de troupes et de véhicules à partir des bâtiments de projection et de commandement (BPC) classe Mistral, positionnés au-delà de l'horizon (55,5 km). Le radier d'un BPC peut embarquer 2 EDA-R.

● OPÉRATIONS HUMANITAIRES

Assistance à des populations civiles (évacuation de zone dangereuse, acheminement de matériel de secours) en s'affranchissant des infrastructures portuaires.

ARCHITECTURE GÉNÉRALE ET CARACTÉRISTIQUES

Longueur : 30 m

Largeur : 12 m

Vitesse à vide : 30 nœuds
(55,5 km/h environ)

Vitesse pleine charge : 18 nœuds
(33 km/h environ)

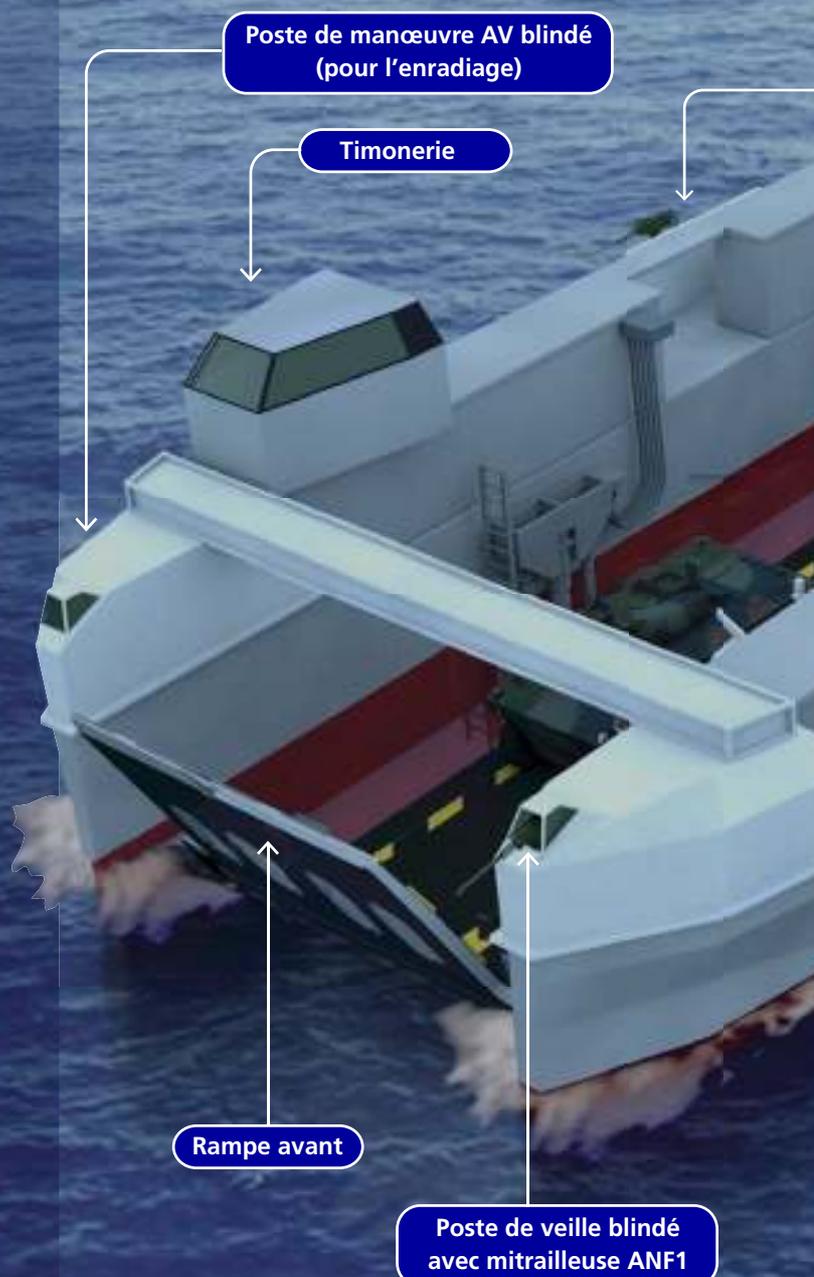
Capacité d'emport : 80 t
(1 char Leclerc ou 2 VBCL ou 6 VAB ou 10 VBL)

Surface utile : 126 m²

Autonomie : 20 h

Équipage : 4 personnes
(8 pour les transits supérieurs à 8 h)

Structure : 2 coques en aluminium reliées par des traverses en acier supportant une plate-forme mobile. A tribord : timonerie. À bâbord : poste de veille avant avec un local « vie ».





Rampe arrière

Postes de tir blindés
(mitrailleuses 12,7 mm)

Coques en aluminium

SYSTÈMES EMBARQUÉS

- Communications civiles et militaires cryptées
- Système de navigation électronique
- Système d'information tactique
- 4 mitrailleuses pour l'autodéfense

UN CONCEPT INNOVANT LE NAVIRE À TRANSFORMATION DE FORME

MODE CATAMARAN

Pour une vitesse élevée, seules les coques sont immergées. Tirant d'eau de 1,70 m à vide et 2,35 m en charge.

MODE CHALAND

Tirant d'eau de 0,70 m à vide et 0,95 en charge.



idé

Interview

Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration

« 2012 sera l'année de la conso »

Le Secrétaire général pour l'administration fête cette année ses 50 ans. Pourriez-vous rappeler sa fonction et ses attributions ?

Le 20 décembre 1962, en nommant un secrétaire général pour l'administration (SGA), le général de Gaulle a clairement affiché sa volonté de doter la Défense d'un responsable spécifiquement dédié au fonctionnement du ministère. À cette occasion, il a rappelé que la fonction des militaires était de commander, mais qu'il fallait une structure qui puisse gérer les affaires courantes. L'article 4 du décret du 15 juillet 2009 énonce les attributions du SGA. Celui-ci doit assister le ministre de la Défense dans tous les domaines de l'administration générale du ministère, notamment en matière budgétaire, financière, juridique, patrimoniale, immobilière, sociale et de ressources humaines.

Comment élaborez-vous et mettez-vous en œuvre ces politiques d'administration générale ?

Le Comité exécutif ministériel (Comex) – qui réunit, sous la présidence du ministre de la Défense, le chef d'État-Major des armées, le délégué général pour l'armement et le secrétaire général pour l'administration – permet au ministre d'arrêter les grandes orientations. Ce dernier charge chacune des entités de la mise en œuvre de la politique décidée par le chef de l'État qui est le chef des armées. Il revient au SGA de piloter et de coordonner les politiques transverses du ministère dans le domaine administratif, financier et des ressources

humaines. D'une manière générale, nous sommes à l'écoute des différents acteurs, et plus particulièrement de l'EMA et de la DGA, pour leur apporter, dans le cadre des politiques définies, les prestations nécessaires à la réalisation des opérations. Cela nécessite de disposer de directions et de services agissant au profit de l'ensemble du ministère de la Défense et en contact avec les services ayant des responsabilités analogues au sein de l'État. Certaines directions du SGA sont bien connues de l'ensemble du personnel. Citons, par exemple, la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD) qui élabore et la politique RH du ministère ; la Direction des affaires financières (DAF), chargée de centraliser et d'examiner toutes les questions économiques, financières, budgétaires, comptables et fiscales ; la Direction des affaires juridiques (DAJ), « juriste » pour l'ensemble du ministère. Autres services majeurs : la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) ; le Service d'infrastructure de la défense (SID), qui assure le soutien immobilier de l'ensemble du ministère ; la Direction du service national qui organise la Journée Défense et Citoyenneté ; ainsi que le Service parisien de soutien de l'administration centrale (Spac).

Le SGA travaille aussi en relation avec d'autres ministères...

Effectivement, le SGA a également en charge les relations interministérielles, la politique du ministère de la Défense s'ins-

Validation »

Jean-Paul Bodin :
« Le SGA doit assister le ministre de la Défense dans tous les domaines de l'administration générale du ministère. »



JEAN-JACQUES CHATAUD/DICOD

crivant naturellement dans celle de l'État. Nous travaillons en étroite collaboration avec les départements du budget, des comptes publics et de la fonction publique à travers la Direction générale de la modernisation de l'État (DGME), la Direction du budget et la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP). Nous entretenons également des contacts étroits avec d'autres ministères impliqués dans les grandes politiques de la France. Je pense au ministère de l'Intérieur, à celui de la Culture et de la Communication, à l'Éducation nationale, ou encore au ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement avec qui nous édifions des mesures ou des partenariats. Nous assurons aussi les contacts avec le Conseil d'État pour l'élaboration des textes.

Quel est le rôle du SGA dans la conduite de la modernisation du ministère ?

Mes prédécesseurs ont toujours eu cette responsabilité de conduite de la modernisation du ministère. Ainsi, au cours des vingt dernières années, François Roussely a présidé le « GT 5 » dans le cadre de la professionnalisation des armées, Jean-François Hebert et Evelyne Ratte le comité pour la réforme et l'innovation administrative. Tout naturellement, la présidence du Comité de modernisation du ministère (C2M) a été confiée au SGA par le ministre en 2008. Ce comité examine les projets de réforme du ministère, donne les orientations et sollicite, si néces-

saire, les arbitrages du cabinet. C'est également au sein du C2M que sont préparés les travaux de synthèse qui permettront au ministre de la Défense et au Comex de s'assurer, à échéance régulière, du bon déroulement de la réforme. En outre, je suis chargé de rendre régulièrement compte de l'avancement de la réforme auprès de la Direction générale de la modernisation de l'État et au sein du collège des secrétaires généraux des ministères, la réforme du ministère s'inscrivant pleinement dans la réforme de l'État.

Quelles vont être les grandes étapes de l'année 2012 pour l'administration du ministère de la Défense ?

2012 sera l'année de la consolidation et plusieurs chantiers vont connaître des avancées significatives. À titre d'exemple, cet été, le transfert et la fermeture de certaines unités vont être au cœur des politiques du SGA, que ce soit en matière de reconversion du personnel ou de réhabilitation des sites anciennement occupés par la Défense. Un important travail en amont, effectué par la Délégation aux restructurations et par la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense, a permis de bien avancer sur ces dossiers. En matière de soutien dans les bases de défense, le SGA continuera à mettre en place les procédures et les outils indispensables à la conduite de la réforme actuelle, je pense au domaine de la finance et des ressources humaines. ■

Propos recueillis par Paul Hessenbruch

03/01 VŒUX DE NICOLAS SARKOZY AUX ARMÉES

C'est depuis l'école navale de Lanvéoc-Poulmic (Finistère) que le chef de l'État, en présence de Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens Combattants et de Marc Laffineur, secrétaire d'État auprès du ministre, a adressé ses vœux aux armées. Nicolas Sarkozy a rendu hommage aux deux légionnaires morts en Afghanistan le 29 décembre 2011 en exprimant son respect pour les militaires qui ont « fait le choix du métier des armes au nom

des valeurs de la France ». Il a mis en avant un bilan 2011 marqué par le succès de l'armée française en Libye, sans oublier l'action de la France en Côte-d'Ivoire. Le président de la République a également assuré qu'« *il n'y a pas d'indépendance nationale dans des pays qui ne sont pas capables d'assumer leur défense par eux-mêmes, avant de conclure, [...] nos armées ont besoin, comme notre pays, d'enthousiasme, de fougue, d'esprit d'aventure et de courage* ».



JOËL VERHAËGHE/MARINE NATIONALE



ARCHIVES DICOD

29/12 PUBLICATION DE LA LOI DE FINANCES INITIALE 2012

Le Journal officiel a publié la loi de finances initiale (LFI) pour 2012. Cette loi arrête le budget du ministère de la Défense et des Anciens Combattants à 41,2 milliards d'euros en crédit de paiement (ressources détenues) et 43,2 milliards d'euros en autorisation d'engagement

(niveau autorisé de dépenses futures). Les dotations fixées par la LFI sont en retrait de 311 millions d'euros par rapport au projet de loi de finance initialement déposé : elles intègrent les plans d'économie présentés par le Premier ministre les 24 août et 7 novembre 2011.

16/12 LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ARMEMENT RÉCEPTIONNE 25 TORPILLES MU90

La Direction générale de l'armement (DGA) a reçu la livraison de 25 nouvelles MU90, portant ainsi à 250 le nombre de torpilles légères dotant la Marine. La MU90, projectile de troisième génération utilisé pour la lutte anti-sous-marine, est conçue pour contrer toute menace de sous-marins à propulsion conventionnelle ou nucléaire quel que soit l'environnement

ou le scénario. Elle utilise un mode de propulsion électrique pour plus d'autonomie, de performance et de sécurité et est dotée d'une charge creuse à très haut pouvoir de perforation et d'un logiciel mission de dernière génération.

Le maître d'œuvre de cette torpille est le Groupement européen d'intérêt économique (GEIE) Eurotorp.



DGA



AFP

27/01 HAMID KARZAI RENCONTRE NICOLAS SARKOZY EN VISITE OFFICIELLE

À l'occasion de leur rencontre, les chefs d'État français et afghan ont signé un traité de coopération dans les domaines essentiels du développement de l'Afghanistan. Après la mort de quatre soldats français, les deux dirigeants ont aussi décidé de mesures pour contrer la menace d'infiltration des forces de sécurité afghanes par l'insurrection. Concernant le processus de transi-

tion, Hamid Karzai a assuré qu'il débutera en mars en Kapisa. Le transfert graduel des responsabilités de combat permettra de planifier le retour de 1 000 soldats français d'ici la fin de l'année, et de la totalité des forces combattantes fin 2013. À partir de 2014, les militaires français poursuivront des missions de soutien logistique et de formation auprès de l'armée afghane.

24/01 JOURNÉE SUR LA PRÉVENTION DES MILITAIRES ET DE LEUR FAMILLE

Un public nombreux est venu assister aux exposés présentés au Val-de-Grâce dans le cadre de la prévention des militaires, de leur famille et des retraités. Gestion du stress et égalité d'accès aux soins faisaient partie des thèmes abordés. Organisée par le Service de santé des armées (SSA) et par la Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS), la journée a été pré-

sidée par le médecin général des armées Gérard Nédellec, directeur central du SSA, et Alain Pastor, directeur de la CNMSS. Les plans d'action présentés lors de cette journée sont issus des enseignements d'une grande enquête sur les besoins de prévention des militaires et de l'ensemble de la communauté de la Défense menée par le ministère en 2008.



E. CHEREL/BCUSSA



AAARCHIVES/RIVÉE DE L'AIR

23/01 UN FRANÇAIS À LA TÊTE DU COMITÉ MILITAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE (CMUE)

Le général d'armée aérienne Patrick de Rousiers a été désigné pour présider le Comité militaire de l'Union européenne (UE). Le Comité militaire, composé des chefs d'état-major des armées des 27 États membres, est l'enceinte de consultation et de coopération militaire entre ces États membres dans le domaine de la

prévention des conflits et de la gestion des crises. Succédant au Suédois Hakan Syrén, il prendra ses fonctions le 6 novembre 2012 pour une durée de trois ans. En 2008-2009, le général a occupé à Bruxelles le poste de représentant militaire de la France auprès du comité militaire de l'UE et auprès de l'Otan.

02/01 MISE EN LIGNE DE L'INTRACOM, L'INTRANET DES COMMUNICANTS

La plate-forme Intracom est officiellement en ligne sur le réseau interne du ministère de la Défense. L'objectif de ce site est d'assurer une plus grande cohérence dans la communication et d'accroître le professionnalisme des communicants de la Défense à travers le partage d'expériences et la formation. Cette

nouvelle plate-forme – pédagogique, interactive et illustrative – met à disposition des études, des analyses, des dossiers thématiques, des argumentaires, du matériel multimédia, etc. Organigrammes, communiqués de presse ou cursus de formation dans la filière communication y sont disponibles.



ARCHIVES DICOD

18/01 PARTICIPATION DU CEMA À LA PLUS HAUTE INSTANCE MILITAIRE DE L'OTAN

L'amiral Guillaud, chef d'État-Major des armées (Cema), a participé au Comité militaire des chefs d'état-major de l'Otan à Bruxelles. Cette réunion s'est déroulée sous la conduite du général danois Bartels qui a pris ses fonctions de président du comité le 2 janvier. Au cours de cette rencontre, les chefs militaires ont notamment évoqué la situation en Afghanistan et au Kosovo, le dialogue

méditerranéen, le conseil Otan-Russie, le processus de transformation de l'Otan et la refonte de sa structure de commandement. À cette occasion, le Cema a mené des consultations bilatérales avec plusieurs de ses homologues étrangers. Les sujets abordés lors du comité seront traités au cours du prochain sommet de l'Alliance atlantique, qui se tiendra à Chicago en mai.

HARMATTAN

Fer

PHILIPPE SOLA/MARINE NATIONALE/EMA



BILLY

A T T A N



A N

Parmi les multiples engagements opérationnels français de 2011, les 226 jours d'Harmattan ont largement mobilisé toute la communauté de la Défense. Les combattants, bien sûr, mais également les soutiens, les ingénieurs de l'armement, les décideurs politiques et militaires. Encadrée par le mandat clairement établi de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU, conduite sous commandement de l'Otan dès les premiers jours qui ont suivi son déclenchement, l'opération Harmattan a pleinement répondu à l'urgence que s'était fixée la communauté internationale de protéger le peuple libyen. Trois mois après son terme, *Armées d'aujourd'hui* a demandé aux acteurs de cette intervention d'en tirer un premier bilan.

Interview



JOHAN PESCHEL / ECPAD

Amiral Édouard Guillaud, chef d'État-Major des armées

« Je vois quatre facteurs principaux de la réussite de l'opération »

Que retenir-vous du déclenchement d'Harmattan ?

La France a été le moteur politique et l'un des moteurs militaires de la coalition. Son entrée en premier sur le théâtre des opérations, avec Harmattan, a permis de peser sur la définition de la stratégie d'*Unified Protector*, d'avoir un effet d'entraînement sur l'Otan et sur les membres de la coalition autour d'une vision française.

Cette coalition – emmenée par le duo franco-britannique et soutenue par les Américains – a d'abord réussi à faire cesser les exactions des forces de Kadhafi contre les Libyens à Benghazi et à Misrata, puis à poursuivre la neutralisation de cet outil militaire jusqu'à sa reddition.

Quelle a été la participation de nos armées dans *Unified Protector* ?

Les armées ont pris part à tous ses volets : de l'embargo à l'interdiction de survol du territoire libyen et à la protection des populations. De façon inédite, et sans préavis, nous avons engagé toutes les composantes de nos armées : jusqu'à plus de 40 aéronefs, 20 hélicoptères et une dizaine de bâtiments de combat et de soutien – dont le groupe aéronaval (GAN) et un bâtiment de projection et de commandement. Au total, 27 bâtiments se sont succédé pendant sept mois pour

assurer la permanence des opérations maritimes. Les avions de l'armée de l'Air et de la Marine ont réalisé environ 5 600 sorties, soit 27 000 heures de vol, représentant 25 % de toutes les sorties de la coalition, 35 % des missions offensives, 20 % des frappes avec un millier d'objectifs détruits. De son côté, le groupe aéromobile (GAM), armé par les hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de Terre (Alat), a conduit une quarantaine de raids et détruit 600 objectifs, soit 90 % des frappes de la coalition réalisées par les hélicoptères. Nos bâtiments ont effectué de nombreux tirs contre terre en complément de l'action de nos avions ou de nos hélicoptères.

Selon vous, quels ont été les principaux facteurs de réussite ?

J'en vois quatre. D'abord, la réactivité de notre chaîne décisionnelle. Véritable atout dans la gestion de crise, elle repose sur un équilibre que peu de démocraties, me semble-t-il, ont trouvé. Elle donne au chef des armées une large capacité d'action face à la crise tout en renforçant le contrôle parlementaire de nos engagements extérieurs. Sans cet équilibre, sans la décision du chef des armées, le 19 mars, d'engager nos moyens aériens, les chars de Kadhafi seraient rentrés dans Benghazi. L'histoire se serait écrite de façon différente !



**Amiral Édouard
Guillaud : « La
réactivité de notre
chaîne
décisionnelle,
notre cohérence
interarmées, la
pertinence
de notre modèle
d'armée et
surtout
l'engagement
sans réserve des
femmes et des
hommes sont
autant de
facteurs de
réussite. »**

Le deuxième facteur a été notre cohérence interarmées pour des opérations combinées. Aucune armée, Air, Terre ou Marine, ne détient seule la capacité de régler une crise. C'est bien leur complémentarité, la combinaison de leurs moyens, qui donne de l'efficacité à notre action militaire. Cette interaction, conjuguée au niveau de préparation et de réactivité, nous permet de faire vite et d'atteindre notre but.

Le raid sur Brega est à ce titre exemplaire puisque étaient présents : un sous-marin nucléaire d'attaque et un avion de commandement pour l'interception, des chasseurs en patrouille prêts à intervenir, des ravitailleurs, des navires en appui feu naval, un bâtiment de projection et de commandement avec des hélicoptères de l'armée de l'Air pour la mission *Search and Rescue*, des hélicoptères de combat de l'aviation légère de l'armée de Terre avec un poste de commandement volant, le tout commandé par un état-major interarmées... Et tout cela dans un espace limité pour une durée maîtrisée ! Une parfaite illustration de la complexité d'une opération combinée.

Le troisième facteur est la pertinence de notre modèle d'armée qui se révèle complet, cohérent, réactif, flexible et adaptable, construit autour de capacités performantes. Ces dernières ne se réduisent pas à un système d'armes. Elles sont adossées à

une doctrine, une organisation, un soutien ; elles n'existent que parce que des soldats sont recrutés, formés et entraînés pour servir ces systèmes d'armes.

Nous devons la qualité de notre outil militaire et nos succès opérationnels à la cohérence des efforts que nous avons consentis dans la durée. Des efforts qui ont bénéficié aux équipements, à la préservation de l'activité de préparation opérationnelle – alors que la maîtrise des coûts d'entretien et des carburants reste délicate –, ainsi qu'au recrutement et à la formation d'hommes et de femmes motivés par la défense de leur patrie.

Cela m'amène au quatrième facteur de réussite, le plus important : celui qui donne une âme et un cœur à notre outil militaire de défense ! Ce sont les femmes et les hommes qui s'engagent au quotidien pour accomplir leur mission avec les forces morales qui les animent : le courage et l'abnégation, la volonté et le goût de l'effort, l'esprit d'équipe et le sens du bien commun, l'honneur et l'éthique. Ces forces morales sont le ciment de nos succès opérationnels !

Nous devons les cultiver comme nous devons rester vigilants sur les ressorts de ces forces morales qui sont la formation, l'entraînement et naturellement la condition militaire.

HARMATTAN EN CHIFFRES

- 4200 hommes au plus fort de l'opération.
- 27 bâtiments engagés successivement, 6 en moyenne engagés en permanence.
- 40 avions.
- 20 hélicoptères.
- 145 jours de déploiement pour le porte-avions.
- 5600 sorties aériennes (Air et Marine).
- 1000 objectifs détruits et 1200 munitions tirées par les avions de combat.
- 40 raids hélicoptères et 600 objectifs détruits.



- 10 juillet : déploiement de 5 Rafale à Sigonella.
- 12-14 juillet : relève du *Tonnerre* par le *Mistral*.
- 4 août : désengagement du *Charles-de-Gaulle*.
- 10 août : les Mirage F1 opèrent depuis La Sude.

- 24 août : premier engagement du drone Harfang depuis la base de Sigonella.
- 9-10 septembre : relève du *Mistral* par le *Tonnerre*.
- 31 octobre : fin de l'opération et début de désengagement des moyens.



Projection de puissance

À 2 000 kilomètres des bases métropolitaines, sur une durée de sept mois, Harmattan a relevé le défi de l'allonge stratégique dans l'espace et le temps. Cette opération a par ailleurs nécessité une adaptation réactive permanente et une complémentarité des moyens interarmées.

Vite, loin et fort

Si la réactivité est un facteur déterminant dans la conduite des opérations, elle a à l'évidence été le paramètre clé de l'opération Harmattan. Elle s'est traduite par un processus décisionnel mené dans un temps particulièrement contraint sur les plans politique et militaire. Elle a souligné l'aptitude de nos armées à entrer en premier sur un théâtre d'opérations pour y produire des effets militaires déterminants visant à protéger les populations civiles. Cette opération a aussi souligné la pertinence des opérations combinées se traduisant par la conjugaison des capacités de nos trois armées pour obtenir le meilleur effet militaire. Cette opération a démontré la pertinence de nos choix capacitaires et l'aptitude de nos armées à s'engager très rapidement à un moment où le poids des opérations était significatif (en Afghanistan, en Côte-d'Ivoire ...).

La menace pesant sur la population a conduit à une accélération du processus décisionnel au niveau politique. L'initiative politique décisive du couple franco-britannique a eu un effet d'entraînement quasi immédiat sur la communauté internationale qui, par la voix du Conseil de sécurité de l'ONU, a fait valoir la légitimité d'un engagement militaire au titre de la résolution 1973 adoptée le 17 mars 2011. Dès le 19 mars, cet engagement a permis de desserrer l'étau autour de Benghazi et ainsi de préserver les populations. Moins d'une heure après l'ouverture du sommet de Paris, qua-

tre Rafale initiaient une dynamique dont les effets allaient porter un premier coup d'arrêt aux forces menaçant les civils. La réactivité, l'allonge, la puissance et la précision des feux, mais aussi la souplesse, la flexibilité et l'adaptabilité de nos capacités ont été déterminantes. La cohésion de la coalition et son aptitude à durer sont venues à bout des forces pro-Kadhafi.

Cette souplesse dans l'emploi des moyens est évidente dès la phase initiale de l'engagement. En opérant, dans un premier temps, à partir des bases aériennes métropolitaines – qui confirmaient ainsi leur aptitude à être de véritables outils de combat soutenus dans leurs efforts par les bases de défense –, puis depuis La Sude et Sigonella, cette projection de puissance s'est également appuyée sur la flotte des avions ravitailleurs en vol – C135 basés à Istres – et des avions de détection aéroportée – les Awacs basés à Avord. Leur contribution s'est révélée déterminante pour garantir l'allonge et la coordination de l'action des chasseurs destinés à mener des missions de reconnaissance et de frappes puissantes et précises sur une grande étendue du territoire libyen.

Cette souplesse s'est aussi traduite par l'éventail des modes d'action disponibles aux interventions en profondeur. Ainsi, du fait de sa permanence opérationnelle dans l'arc de crise, la Marine a engagé dès le 23 février des unités prépositionnées à proximité du théâtre (frigates, sous-marins d'attaque). À partir du 20 mars, elle



La projection de puissance recouvre l'ensemble des opérations menées loin des bases, sans déploiement de troupes au sol. Elle implique la mise en œuvre de moyens de ravitaillement et de bases avancées, à terre ou flottantes.

a complété ce dispositif avec l'envoi du groupe aéronaval (GAN) à partir duquel des avions embarqués (Rafale, Super Étendard...) ont mené leurs premières missions de reconnaissance et de frappe dès le 22 mars. Outil unique, le GAN garantit la permanence sur zone et le maintien dans la durée de la projection de puissance, combinant à la fois des capacités de commandement, de renseignement et d'attaque. L'engagement des frégates a été quant à lui réalisé dans des conditions inédites depuis la crise de Suez

« La souplesse dans l'emploi des moyens est évidente dès la phase initiale de l'engagement. »

en 1956. En complément de leurs missions d'interdiction maritime et de contrôle d'embargo, leurs actions se sont inscrites dans une volonté de rupture en agissant au plus près des contacts. Elles ont aussi été engagées dans des opérations littorales offensives, procédant à des frappes au canon contre les forces pro-Kadhafi présentes en zone littorale.

Enfin, la mise en œuvre du groupement aéromobile (GAM) à partir d'un bâtiment de projection et de commandement (BPC) aura validé la capacité de projection de puissance d'hélicoptères d'assaut à partir de la mer, confirmant les excellentes aptitudes du BPC en tant

que plate-forme opérationnelle interarmées mobile adaptée aux conditions d'un engagement aéro-maritime. L'adaptabilité de nos capacités a été très largement démontrée par les actions complémentaires du GAM. Alors que la situation tactique semblait figée et qu'une intervention terrestre des forces de la coalition n'avait pas été retenue dans le mandat des Nations unies, la France a proposé une alternative avec l'engagement de nouvelles capacités afin de créer une rupture des fronts. C'est dans ce contexte que l'armée de Terre a

engagé son GAM, constitué d'hélicoptères de manœuvre (Puma) ainsi que d'hélicoptères d'attaque (Tigre, Gazelle) en mesure de porter des frappes puissantes

sur l'ennemi déployé dans la frange littorale. Des modes d'actions complémentaires à ceux des avions de combat ont contribué à la reprise de l'initiative par les forces du Conseil national de transition, appuyées par celles de la coalition.

Cette opération, qui a mobilisé plus de 4 200 militaires, une quarantaine d'avions, une vingtaine d'hélicoptères et une dizaine de bâtiments, a démontré la capacité des armées à conduire une projection de puissance réactive tout en tirant bénéfice des synergies développées dans un environnement à la fois interarmées et interalliés.

EMA/Emploi

Réactivité capacitaire et soutien

Deux paramètres sont à prendre en compte pour bien comprendre le défi qui s'est posé aux armées lors du déclenchement d'Harmattan. D'une part, le contexte opérationnel qui évolue en permanence, avec une multiplication et une diversification des missions. D'autre part, la profonde transformation que notre Défense traverse avec des ressources contraintes. Tout l'enjeu consistait donc à répondre à cette opération non planifiée tout en conduisant les grands chantiers de la réforme, notamment celui du soutien.

qui relève de l'administration générale et du soutien commun (l'hébergement, l'alimentation, les transports). Mais aussi des services de soutien spécialisés, comme la Dirisi (Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information) et le soutien spécifique, qui connaissent également des réorganisations. Ce contexte de réforme a donc complexifié l'opération de logistique mise en œuvre.

D'ores et déjà, Harmattan est porteur de trois grands enseignements. En premier lieu, la réactivité et l'intelligence de situation ont permis de pourvoir aux besoins

nécessaires dans l'urgence. Mais les procédures permettant d'identifier et de projeter les militaires de la chaîne interarmées du soutien doivent être précisées.

Deuxième précepte, la mutualisation est un atout majeur car elle permet une plus grande disponibilité des matériels et une plus grande souplesse. Ainsi, la base de défense de Toulon a pu répondre à l'ensemble des sollicitations en s'appuyant sur le matériel de campagne de l'armée de Terre et sur la BdD de Marseille-Aubagne.

Enfin, Harmattan a démontré que le soutien inter-BdD, indispensable, permet de déployer des renforts très rapidement là où ils sont nécessaires. L'intervention en Libye a notamment confirmé le rôle moteur des états-majors de soutien Défense (EMSD) à ce niveau. C'est ce qu'a démontré l'EMSD de Lyon, qui a coordonné le transfert vers Solenzara de véhicules en provenance de l'ensemble des

BdD de la zone de défense et de sécurité du Sud-Est. Cette opération a donc permis de tester la capacité de la nouvelle organisation à conduire une opération d'ampleur alors qu'elle n'a pas encore totalement terminé sa mutation. Mieux, elle a permis d'identifier les points d'amélioration pour les prochains engagements. C'est le principal enseignement à retenir.

Général Éric Rouzeau, État-Major des armées

Une leçon logistique

Souvent éloignée des feux de la rampe, la manœuvre logistique est pourtant une composante de premier ordre dans la réussite d'une opération. Le sous-chef « soutien » de l'EMA livre ici les premiers enseignements d'Harmattan.



ARMÉE DE L'AIR

Harmattan a été la première opération d'ampleur pour la nouvelle chaîne interarmées du soutien alors même que sa montée en puissance n'est pas terminée. Le challenge était double : d'abord mobiliser rapidement, efficacement et sur la durée les moyens nécessaires aux unités opérationnelles dans l'environnement très jeune des bases de défense (BdD) ; puis organiser cette manœuvre des soutiens interarmées dans un contexte encore vierge de procédures détaillées. Il s'agit de ce

Antoine Torres, chef du bureau conduite des opérations d'armement de la DGA

« *Durant Harmattan, sept urgences opérations ont été déclenchées* »

En quoi consiste la procédure « d'urgence opérations » ?

L'urgence opérations est une procédure qui vise à mettre en place, dans un délai très court, une adaptation des équipements et des armements face aux évolutions des menaces que rencontrent les forces sur le terrain ou pour s'adapter à une configuration d'emploi particulière. Le recours à la formalisation de l'urgence opérations est né au milieu des années 2000, notamment pour faire face à la menace des engins explosifs improvisés en Afghanistan. Une étroite collaboration avec l'État-Major des armées (EMA) et les états-majors d'armée est nécessaire. La Direction générale de l'armement (DGA) participe ainsi régulièrement au point de situation du Centre de planification et de conduite des opérations. Pour l'opération, nous avons même participé au point de situation du Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (OPCO). Ces rendez-vous nous permettent d'obtenir des informations en direct, d'anticiper les demandes et d'apporter un premier avis avant l'expression formelle du besoin. La décision d'engager l'urgence opérations est prise par le chef d'État-Major des armées qui en adresse la demande au délégué général pour l'armement. Nos équipes œuvrent alors avec les industriels et les armées pour apporter rapidement des solutions aux forces sur le terrain. Ce sont celles qui développent les programmes en « boucle longue » qui assurent les urgences opérations, dans un souci de gain de temps.

« Nos équipes œuvrent avec les industriels et les armées pour apporter des solutions. »

Quelles ont été les urgences opérations durant le conflit ?

Sept urgences opérations ont été déclenchées. La DGA a commandé un système de communication sous

forme de chat entre les avions (Awacs et Hawkeye) et le centre de décision de l'Otan. Pour faciliter la communication opérationnelle, il a aussi fallu acquérir des caissons regroupant les équipements nécessaires à l'extension d'une liaison 16 (liaison de données tactiques de l'Otan pour l'échange d'informations entre des unités militaires). La DGA est aussi intervenue sur les drones Harfang afin d'augmenter de 100 heures la durée de leur potentiel opérationnel. S'agissant des missiles AASM (armement air-sol modulaire), nous avons répondu à deux types d'urgence : l'adaptation des livraisons, en donnant une priorité aux kits AASM les plus utilisés, et l'adaptation de l'arme pour des frappes d'opportunité et de grande précision sur des chars. Enfin, les périscopes des sous-marins nucléaires d'attaque ont également connu une évolution pour une meilleure reconnaissance des côtes.

Quels enseignements tirez-vous de l'opération Harmattan ?

Harmattan a prouvé la pertinence des choix faits sur nos programmes développés dans le cadre des lois de programmation militaire. Porte-avions, Rafale, Tigre, BPC, missiles Scalp (système de croisière autonome à longue portée) et AASM étaient autant d'équipements parfaitement adaptés aux missions opérationnelles. L'opération valide les choix capacitaires faits par l'EMA. Par ailleurs, Harmattan a démontré la nécessité de se pencher sur d'autres types de capacités, comme les drones armés. Les armements devront être capables d'une plus grande modularité pour s'adapter aux différents types de frappes, notamment en milieu urbain. Enfin, en interne, toute la chaîne s'est mobilisée : des acheteurs aux responsables du management et jusqu'aux personnes dédiées aux essais de qualification. La disponibilité d'une expertise technique étatique mobilisable très rapidement a été un élément fondamental dans cette performance collective. La DGA continue, en collaboration avec l'EMA, à mener des retours d'expérience, pour nous et pour les industriels français car, indiscutablement, eux aussi ont été au rendez-vous d'Harmattan.



BRUNO BIASUTTO/DICOD

Antoine Torres :
« Harmattan a prouvé la pertinence des choix faits sur nos programmes développés dans le cadre des lois de programmation militaire. »

La France dans le commandement de

Contre-amiral P. Ausseur, chef de la division Organisations internationales de l'EMA

« Insérés et renforts ont été de précieux relais de nos positions auprès de nos alliés »

Dans quel contexte le conseil de sécurité de l'ONU a-t-il voté la résolution permettant l'intervention de l'Otan en Libye ?

Conseil de l'Union africaine le 10 mars, sommet européen le 11, réunion de la Ligue arabe le 12, les concertations internationales se succédaient pour aboutir, le 17 mars, à l'adoption de la résolution 1973 du Conseil de sécurité qui amorça l'engagement international en Libye.

Quel rôle a tenu la France dans ce processus ?

La France, avec la Grande-Bretagne, est à l'origine de cette résolution. Les deux pays européens doivent faire face aux réticences de certains pays du Conseil. Alors que la situation sur le terrain se détériore, les Américains imposent la clause de « tous les moyens nécessaires » qui rend légitime l'usage de la force pour protéger le peuple libyen.

Le duo se transforme donc en trio ?

Effectivement, si l'importance de la dynamique politique franco-britannique – qui s'appuie sur le traité

de Lancaster House du 2 novembre 2010 – est indéniable, c'est à trois que l'engagement militaire est décidé. Dès le 19 mars, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis déclenchent les premières opérations aériennes. Le Canada, le Danemark, la Norvège et le Qatar se joignent rapidement à la coalition, dont la conduite est assurée par une structure de commandement *ad hoc*.

Quelles sont les difficultés rencontrées ?

Si le processus de planification débute très tôt, l'engagement de l'Otan en Libye ne va pas de soi, notamment en raison de l'opposition de certains alliés. De son côté, l'Union européenne est également soumise à des tergiversations politiques. Les Européens décident, le 21 mars, de se concentrer sur le soutien aux actions humanitaires. Le lendemain, la mission de l'embargo maritime est prise en compte par l'Otan qui lance ainsi *Unified Protector*, dans sa première phase, le 23 mars. Le 29, au sommet de Londres, un groupe de contact est créé pour assurer la direction politique de l'in-

Général Joël Rode, représentant français au Combined Air Operation Center (CAOC)

« La dimension d'Harmattan a permis de valoriser une large contribution française et la qualité de notre matériel »

Au cours de l'opération *Unified Protector*, vous avez été nommé représentant national au sein du CAOC, le Centre de commandement multinational des opérations aériennes de Poggio Renatico, en Italie. Pour quelles raisons pensez-vous avoir été choisi ?

Depuis les années 1990, l'armée de l'Air est engagée sans interruption dans des opérations complexes qui façonnent les aviateurs. Certains de mes camarades

possèdent une expérience opérationnelle supérieure à la mienne. En revanche, les années passées au *War College* (le Centre des hautes études militaires) d'une part, à l'ambassade de Washington d'autre part, m'ont permis de mieux connaître le monde des relations internationales ainsi que la langue anglaise. Ces éléments ont sûrement compté dans le choix qui a été fait de me nommer représentant national au sein du CAOC.

tervention tandis que la structure de commandement de l'Otan se voit confier la conduite de la campagne militaire. Le 31 mars, *Unified Protector* prend alors en compte l'ensemble des missions de la coalition soit, en plus de l'embargo maritime, la zone d'exclusion aérienne et les frappes au sol pour protéger la population libyenne.

Quel bilan dressez-vous d'*Unified Protector* ?

Cette opération est un succès : durée contenue de l'intervention, mobilisation rapide des moyens et adaptation permanente. Le dimensionnement de l'organisation lui a permis de se montrer réactive et de faire preuve d'adaptabilité en intégrant dans des délais contraints des pays tiers (Émirats arabes unis, Qatar, Jordanie) dont la présence a fortement contribué à légitimer l'action.

Quelle organisation avait été mise en place et de quelle manière la France s'y est-elle intégrée ?

Le concept de « boîte à outils » a largement prévalu : l'ensemble des capacités nécessaires a été fourni par les alliés et partenaires investis dans l'opération suivant les capacités dont chacun disposait. Des nations engageaient des capacités de frappe, d'autres de transport et certaines, comme la France disposaient d'un panel large.

La France n'aurait pas pu s'appuyer comme elle l'a fait sur la structure militaire de l'Alliance ni peser autant sur la direction stratégique des opérations si elle ne l'avait pas pleinement réintégrée en 2009 et

si elle n'avait pas consenti d'importants efforts pour y tenir une place correspondant à son rang. Les 700 Français insérés dans l'Otan ont permis d'acquérir une meilleure connaissance de la structure militaire, et cette opération y a conforté leur crédibilité.

Plus précisément ?

Le général canadien Charles Bouchard, son commandant, a dû solliciter aussi bien les « permanents » (insérés) de la structure de commandement que des renforts de différentes nations. L'intégration dans le dispositif d'une cinquantaine d'insérés français issus de différents états-majors de l'Otan s'est déroulée tout naturellement, car ils étaient déjà familiers des procédures et ils ont pu très rapidement assumer leurs responsabilités. La France a par ailleurs fourni plus d'une centaine de personnes pour armer l'état-major de Naples et le *Combined Air Operation Center* (CAOC) de Poggio Renatico.

Quelles conclusions tirez-vous de la présence française dans cette opération de l'Otan ?

Insérés comme renforts, les Français ont permis de faire valoir le savoir-faire national et ont constitué, chacun à leur niveau, de précieux relais de nos positions auprès de nos alliés.

Cette crise nous rappelle enfin la nécessité de pouvoir compter sur un réseau étoffé : nos attachés de défense ont notamment largement facilité nos déploiements rapides à l'étranger et les relations avec nos partenaires du Golfe impliqués dans l'opération.

À votre arrivée, quels défis avez-vous eu à relever ?

Le premier challenge a consisté à mieux faire prendre en considération les options stratégiques françaises par nos alliés et partenaires. Le CAOC de Poggio Renatico n'est pas un état-major où nous disposions de beaucoup de militaires français déjà insérés. Lorsque nous avons projeté des militaires pour renforcer cette structure, en particulier au sein des *Strategic and Targetting Cells* – cellule d'orientation stratégique de la campagne et cellule de ciblage –, nous avons pu relayer et faire valoir nos options stratégiques. De plus, les relations avec le *CAOC Commander* étaient très bonnes. Ces efforts se sont révélés primordiaux lorsqu'il s'est agi, sur initiative française, de mettre au point avec nos partenaires la neutralisation de la flotte militaire libyenne

ou l'intégration de la composante « hélicos » dans les opérations quotidiennes. Nous le devons bien à nos combattants qui, de leur côté, avaient gagné le respect de toute la coalition grâce à leur professionnalisme.

Quels enseignements tirez-vous de cette expérience au sein d'un commandement Otan ?

La dimension d'Harmattan a permis de valoriser une large contribution française et la qualité de notre matériel. Mais cette opération a aussi rappelé la prééminence des moyens américains dans les domaines cruciaux que sont les drones armés ou le ravitaillement en vol et leurs nécessités dans ce type d'opération. C'est, selon moi, un constat à méditer pour fixer notre niveau d'ambition lors de futurs engagements en coalition ou au sein de l'Alliance.

ANTHONY JEULAND / SIRPA AIR



Général Rode :
« Au sein du CAOC, nous avons pu relayer et faire valoir nos options stratégiques. »

Témoignages

Commandant d'escadrille E., pilote Mirage F1CR de l'escadron 1/33 Savoie



Une opération c'est une aventure humaine : nous vivons des moments difficiles et intenses, et c'est aussi ce que j'aime dans ce métier. Pouvoir vivre ces moments-là est toujours très instructif. Sur cette opération en particulier, nous avons fait preuve de réactivité, de professionnalisme et nous avons su nous adapter à une situation qui a évolué très rapidement. Nous avons dû faire face et nous ajuster rapidement à de nouvelles choses et ce sont ces aspects que j'affectionne. La première mission, évidemment, est toujours

une expérience particulière. Lorsque nous avons décollé très tôt le 19 mars pour faire le repérage électromagnétique, on ne parlait que de la Libye dans les médias.

Adjudant G., contrôleur de défense aérienne sur Awacs



Sur un plan humain, Harmattan est pour moi une énorme satisfaction. J'ai pu mettre en pratique ce pourquoi j'ai été entraîné depuis le début de ma carrière. Je constate que toute la formation a été efficace. Ce fut une expérience physiquement difficile sur la longueur, mais nous avons été

Lieutenant G., chef de patrouille Gazelle Viviane, 3^e régiment d'hélicoptères de combat



Je fais partie des plus jeunes pilotes du groupement aéromobile et je mesure combien commencer ma carrière avec cette opération est une chance inouïe. À bord, il a bien sûr fallu s'adapter au rythme du BPC. Marins et terriens, nous avons su nous apprivoiser les uns les autres et nous coordonner. La relation de confiance au sein d'un équipage est essentielle. Avec mon pilote, nous partageons la même chambre, nous mangeons, allons au sport ensemble, nous communiquons énormément. La bonne entente avec les autres appareils est également primordiale.

Pour traiter les objectifs avec nos missiles Hot, nous sommes souvent statiques. À ce moment-là, les hélicoptères Tigre sont nos anges gardiens, ils sont les garants de notre sécurité.

Lieutenant J., pilote de Gazelle Viviane, 3^e régiment d'hélicoptères de combat



J'ai rejoint le bâtiment de projection et de commandement *Mistral* le 10 juillet. Les premières semaines ont été consacrées aux qualifications d'appontage de nuit : les décollages et les appontages sur une plate-forme éteinte qu'on ne distingue qu'au dernier moment sont des pha-

Maître S., artilleur sur le *Chevalier Paul*



Deux jours seulement après l'admission au service actif de la frégate nous avons été intégrés à l'opération Harmattan. Après d'intenses combats, nous pouvons conclure aujourd'hui que nous possédons des outils adaptés aux opérations. Pour preuve, nous avons effectué des tirs sur la zone de Brega, de nuit, avec une précision remarquable à une vitesse de 30 nœuds (55,56 km/h), réduisant ainsi la possibilité à l'ennemi d'ajuster correctement ses tirs de riposte. Une manœuvre qui était difficile avec nos anciennes frégates. Environ 800 coups de canons de 76 mm ont été tirés sur la totalité de la mission. Et les capacités

du bâtiment sont telles que nous avons mis en œuvre de nouveaux modes d'action, en appui des hélicoptères et sur des cibles mouvantes comme des véhicules. Un officier artilleur à bord d'un hélicoptère coordonnait le tir de nos armes avec l'objectif.

Premier maître M., cellule de coordination aérienne du *Chevalier Paul*



Au central opération de la frégate, nous étions chargés de participer à l'identification de tous les mobiles aériens sur un rayon de 400 km autour du navire, d'assurer la répartition zonale des aéronefs, leur sécurité en vol, et accessoirement d'en

en mesure de la soutenir grâce à une grande entraide entre toutes les personnes qui ont participé à la formation des équipages.

Je me souviens, lors d'une phase intense d'activité, d'un vol de quatorze heures. Nous avons d'abord conduit la mission opérationnelle de reconnaissance en dialogue direct avec le Mirage F1CR, puis géré le trafic et les ravitaillements en vol. Sur cette phase-là, je me suis retrouvé avec douze ravitailleurs en simultané en vol à contrôler avec les chasseurs qui venaient se ravitailler dessus. Nous avons vraiment pu constater que nos procédures étaient parfaitement bien conçues pour affronter ce type de situations.

ses très délicates. Puis se sont enchaînées les missions, deux par semaine en moyenne. La préparation minutieuse laisse peu de place à l'imprévu.

Lorsque nous sommes au-dessus du sol, nous cherchons le moindre repère pour rester stable et atteindre la cible. En plus des jumelles de vision nocturne, la caméra thermique de la Gazelle est essentielle. Nous pouvons ainsi atteindre plus facilement et rapidement les objectifs.

Une fois en l'air, la tension disparaît. Nous sommes concentrés sur la mission. Une mission d'autant plus enrichissante qu'elle nous donne l'occasion de mettre en application tout ce que l'on a appris lors de nos entraînements.

prendre le contrôle lorsque nous avons une mission spécifique à leur faire accomplir. Pendant une phase de combat, ma cellule a eu en même temps la responsabilité en vol de 12 hélicoptères de combat, d'un hélicoptère Caracal, d'un avion ATL2 et de deux chasseurs Mirage 2000. De par ses moyens radios, radars et son système de liaisons de données, le *Chevalier Paul* s'est vite rendu indispensable vis-à-vis du CAOC (*Combined Air Operation Center*) de Naples qui nous transmettait les ordres d'engagements. Mais nous avons aussi été amenés, au pied levé, à reprendre la responsabilité du BMA (*Battle Management Area*) pendant les périodes où l'avion radar Awacs, chargé d'établir la situation aérienne, était indisponible.

Capitaine T., pilote de mirage 2000D sur la base aérienne de Nancy



Ce fut une mission très riche, avec un déploiement « au coup de sifflet ». La cadence était assez soutenue avec un rythme de vols beaucoup plus élevé qu'en France. Cela étant, nous n'avions

qu'à nous concentrer sur la mission.

La principale difficulté au déclenchement de l'opération résidait dans le nombre d'appareils simultanément en vol avec peu de couverture radar. Un exercice que je n'avais jamais vécu en opex. J'ai aussi participé au deuxième raid, alors que la défense sol-air n'était certes plus très offensive mais présente quand même.

Lieutenant D., pilote de Puma, 3^e régiment d'hélicoptères de combat



Les Puma avaient reçu deux types de mission : l'extraction immédiate (Imex) pour récupérer les équipages d'appareils qui se seraient « crashés » et l'*Air Mission commander* (AMC), quand nous

servions de relais radio entre les hélicoptères engagés et l'état-major. Pour l'Imex, nous embarquons tireurs-mitrailleuses et commandos parachutistes. En ce qui concerne l'AMC, deux tireurs et le chef des opérations nous accompagnaient. Je retiens de cette expérience l'importance de la cohésion au sein de l'équipage en préparation, en conduite et après chaque mission.

Maître H., prévisionniste météo sur le BPC Tonnerre



La météorologie a toute son importance puisqu'elle permet une bonne planification des opérations maritimes et aériennes en temps réel et à long terme. Je travaillais au profit de l'état-major du bâtiment et des pilotes d'hélicoptère de l'Alat (l'aviation légère de l'armée de Terre). Notre principale difficulté résidait dans le fait que nous connaissions peu la zone.

Une des nouveautés à laquelle j'ai dû faire face était de conseiller la cellule du bateau spécialisée dans les risques NBC (nucléaire, bactériologique, chimique) en cas de frappe aérienne d'un site suspect.

Peintres officiels Témoins d'horizons ultramarins

Ces passionnés d'art et de mer font découvrir des lieux où s'illustre la Marine et participent à son rayonnement. Ils sont peintres, sculpteurs, photographes... Lors du 42^e salon de la Marine qui se tenait au Palais de Chaillot, les peintres officiels de la Marine, sélectionnés tous les deux ans, ont exposé leurs œuvres consacrées à l'outre-mer.

A droite, une forêt vierge. En face, un océan en furie. Plus loin, un enfant plus vrai que nature, collier de fleurs autour du cou, vous attend de pied ferme. Bienvenue à l'exposition sur l'outre-mer, orga-

nisée au sein du 42^e salon de la Marine, qui présente 70 œuvres réalisées par des peintres officiels. Objectif : contribuer à « faire découvrir ces horizons où s'illustrent et s'illustrent encore nos équipages », explique le texte d'accueil signé par

Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens Combattants.

Paysages, mais aussi scènes de vie ou portraits se côtoient dans des styles différents. Il y en a pour tous les goûts, pourvu que vous aimiez la mer ! Jean-Louis

Albaret visite cette année la manifestation avec un brin de nostalgie : « *J'ai exposé sept fois au salon de la Marine !* » L'homme a côtoyé une partie des exposants et reconnaît leur coup de pinceau au premier coup d'œil. Il navigue à travers l'exposition en s'arrêtant devant chaque tableau. « *Regardez les couleurs de celui-ci* », s'exclame-t-il devant *Marchés à Marigot* de Jean-Gabriel Montador. « *Savez-vous comment on réalise l'effet d'une vague qui jaillit ? Il faut faire gicler des gouttes de peinture du pinceau sur la toile, comme si vous serviez d'un lance-pierres* », s'amuse ce passionné devant la toile *Beothuk, dernier survivant de la pêche à Saint-Pierre rentrant dans la rade à hauteur du « petit Saint-Pierre » (vent arrière N.-O.)* de Dirk Verdoorn. Il énumère les grands noms des peintres de la Marine : Marin-Marie, Albert Brenet... « *On reconnaît leur statut à l'ancre qui précède ou qui suit leur signature*, indique-t-il. *Et ils sont les seuls à avoir le privilège de signer ainsi.* »

L'art, outil de transmission des valeurs de la Marine

Tous les deux ans, de nouveaux peintres de la Marine sont sélectionnés par un jury



BRUNO BIASUTTO / DICOD



« On reconnaît le statut d'un membre du corps des peintres à l'ancre qui précède ou qui suit sa signature »

de quatorze personnes, qui se réunit à la fin du salon. Il est notamment composé de peintres de la Marine et d'une personne qualifiée dans le domaine de l'art. L'amiral Jean-Louis Vichot, commandant la Marine de Paris, président, développe : « Le nombre des peintres officiels de la

Marine est en général d'une trentaine de titulaires, c'est-à-dire bénéficiaires du titre à vie, et de vingt peintres agréés. Ces derniers sont sélectionnés pour trois ans et peuvent accéder au titre de titulaires si leur agrément est renouvelé trois fois de suite. Cependant, à partir de 60 ans, la titulari-

sation peut être accordée sur demande. » La vocation du corps des peintres de la Marine touche donc particulièrement ce marin de carrière : « Ils participent au rayonnement de notre armée et sont les témoins de l'héroïsme et du patriotisme de ceux qui, sur les mers, servent

la France. À travers les émotions que leurs œuvres expriment, ils relaient l'appel de la mer. Enfin, ils nous rappellent que, jusqu'à un temps pas si lointain où la photo n'existait pas, ils étaient la mémoire vivante de ces contrées lointaines. »

Domitille Bertrand

À gauche :
Le salon de Marine présentait 70 œuvres sur l'outre-mer.
Ci-dessus : *L'esprit du Barachois*, de François Bellec.



Le *Redoutable*, premier sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) français, 1972 - 1991

Construit en 1964 à Cherbourg, le SNLE part pour sa première patrouille le 28 janvier 1972, avec à son bord le « M1 », un missile de dissuasion nucléaire. « *La mission s'est bien passée, c'est-à-dire qu'il ne s'est rien passé* », a commenté l'amiral Bernard Louzeau, le pacha du submersible. Il a fallu vingt ans d'études, 14 millions d'heures de travail et sept ans de construction à Cherbourg pour aboutir à cette association inédite d'un sous-marin et d'un arsenal nucléaire. Fruit de la volonté du général de Gaulle de garantir l'intérêt stratégique et l'indépendance du pays, elle permit à la France de donner de la voix dans le concert des trois nations disposant alors d'un SNLE. *Le Redoutable* a comptabilisé 50 patrouilles et 3 500 jours de mer.

ECPAD

Du Redoutable au Terrible

40 ans de dissuasion nucléaire

Les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins constituent le cœur de la dissuasion nucléaire française. Ces sous-marins, qui ont connu de nombreuses transformations de leurs équipements, assurent leur mission dans le droit fil d'une orientation décidée par le général de Gaulle dans les années 1960...

Le 28 janvier 1972, le sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) *Le Redoutable* partait pour sa première patrouille opérationnelle. Mis à l'eau à Cherbourg en 1967 en présence du général de Gaulle, ce magnifique bâtiment constituait l'aboutissement d'un énorme effort financier et technique. Sa réalisation était fondamentalement française, liée à l'action coordonnée de la Marine, du Génie maritime (DGA), des laboratoires de recherche, du Commissariat à l'énergie atomique, d'EDF et de toutes les industries de pointe du pays. Son admission au service actif, en 1971, intervenait seulement dix ans après celles des premiers SNLE américains et trois ans après les soviétiques. Ainsi, la déclaration faite par le général de Gaulle en 1965 devenait pleinement réalité : « *La Marine se trouve maintenant, et pour la première fois de son histoire, au premier plan de la puissance guerrière de la France et ce sera dans l'avenir tous les jours un peu plus vrai.* »

Permanence de la dissuasion malgré les alternances politiques

Effectivement, depuis maintenant quarante ans et sans aucune interruption, les SNLE de la Force océanique stratégique (Fost) assurent la permanence de la dissuasion française. Durant cette période, la politique de défense de la France a connu de nombreux changements, et même de véritables petites révolutions,

mais ces bâtiments ont poursuivi leur mission, par-delà les inflexions stratégiques, les alternances de régimes politiques, ou même les crises économiques et les bouleversements géostratégiques. Dans le droit fil d'une orientation décidée dans les années 1960, ils ont maintenu le cap fixé alors et jamais infléchi. Bien sûr, ils ont subi de nombreuses transformations de leurs équipements comme de leurs armements, à commencer par leurs missiles, et la classe d'origine a maintenant fait place à une nouvelle classe de bâtiments qui compte parmi les meilleures du monde dans cette

catégorie. Par leurs qualités comme par leur nature, ces sous-marins représentent le vrai cœur de la dissuasion nucléaire française. Indétectables, mobiles, ils constituent des lanceurs dont la position est invulnérable. En outre, du fait de l'accroissement continu depuis quarante ans de la portée de leurs missiles balistiques, leurs zones de patrouille se sont considérablement étendues, ce qui contribue encore à cette invulnérabilité. La France ne peut pas être soudainement désarmée et dispose ainsi d'une authentique dissuasion nucléaire car les SNLE sont à même d'assurer une « seconde frappe » provoquant des dégâts inacceptables chez un attaquant, et tout cela accroît d'autant l'incertitude dans l'esprit d'un agresseur potentiel. Grâce à eux, la dissuasion peut donc pleinement fonctionner.

Un système de défense pérenne

Les décideurs politiques et les stratèges français des années 1960 avaient vu juste et mis en place un système de défense qui allait se révéler non seulement pérenne, mais encore offrant le meilleur rendement défensif pour une puissance moyenne comme la France, ne jouissant que d'un petit territoire à l'échelle planétaire. Les Britanniques ont, de leur côté, pris une option qui s'inscrit dans une démarche analogue, mais l'ont poussée jusqu'à ne conserver que la composante sous-marine de la dissuasion. ■



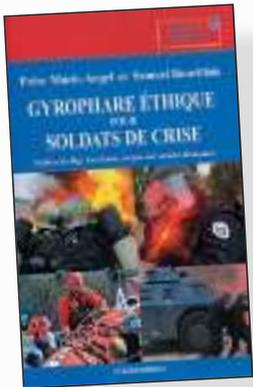
LAURENT HENNINGER
chargé d'études à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsém).

DOMINIQUE VIOLA/DICOD

GYROPHARE ÉTHIQUE POUR SOLDATS DE CRISE

Aumônier militaire catholique, notamment à la Brigade des sapeurs pompiers de Paris puis au Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale, Marie-Angel Carré a rassemblé durant plusieurs années les témoignages de pompiers, policiers et gendarmes d'élite, un jour confrontés à des situations de crise extrême. Quelles qu'en furent les circonstances, face au feu ou à un forcené, dans l'urgence d'un sauvetage ou d'une opération antiterroriste, ces situations extrêmes ne sont pas sans laisser de profondes traces, corporelles, psychologiques, spirituelles. Plus qu'à une simple collecte de confidences, c'est aux réflexions éthiques sur le courage, la fraternité, la peur parfois, que s'est attaché Marie-Angel Carré dans ce patient travail d'écoute. Un ouvrage poignant auquel a contribué, pour le dernier chapitre, Samuel Rouvillois, docteur en philosophie et expert auprès de nombreux dirigeants d'entreprise.

Frère Marie-Angel et Samuel Rouvillois, éd. Économica, 175 p., 19 €



LES FORCES SPÉCIALES FRANÇAISES DANS LA GUERRE DU GOLFE 1991



L'engagement de forces spéciales françaises durant la guerre du Golfe fut à l'époque volontairement peu médiatisé. Au soir du premier jour de l'attaque terrestre, le général Schwarzkopf, commandant en chef des forces interalliées, déclarait pourtant qu'« après une percée fantastique », ce sont des forces françaises qui sont « la plus au nord ». Organisées autour des Commandos de recherche et d'action dans la profondeur (Crap), du 1^{er} groupement commando parachutiste et du Détachement de liaison et de protection de Riyad, l'action de ces unités fut décisive aussi bien en Irak, au Koweït, qu'en Arabie Saoudite. Cet ouvrage, coédité par le ministère de la Défense, dévoile l'emploi et l'organisation de ces forces qui, à partir de 1992, seront placées sous le commandement du COS (Commandement des opérations spéciales).

Sous la direction de Jacques Rosier et d'Étienne Leclère, éd. LMB-ECPAD, 256 p., 39 €

PEARL HARBOR

Pearl Harbor est resté dans les mémoires comme l'une des plus audacieuses opérations aéronavales de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi comme « ce jour de honte éternelle », selon le mot de Roosevelt, qui déclenchera l'implacable machine de guerre américaine. À l'occasion du soixante-dixième anniversaire de l'attaque japonaise, le best-seller de Dan Van Der Vat, déjà vendu à des centaines de milliers d'exemplaires dans les pays anglo-saxons, est aujourd'hui publié en français. Un récit passionnant, qui s'appuie sur de nombreux témoignages et dont la plupart des trois cents illustrations sont restées, jusqu'à ce jour, inédites en France.

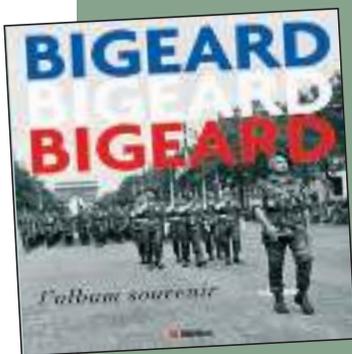
Dan Van Der Vat, éd. Pierre de Taillac, 176 p., 35 €



BIGEARD : l'album souvenir

Marcel Bigeard, le jeune saute-ruisseau de Toul devenu général de corps d'armée, fut longtemps le militaire le plus décoré de France. Dix-huit mois après son décès, les éditions du Rocher lui consacrent un album souvenir retraçant quelques-unes des grandes étapes de sa vie au service de la France : son engagement dans la Résistance, les guerres d'Indochine et d'Algérie, son parcours politique. Un recueil d'une centaine de clichés photographiques souvent pris sur le vif par des amateurs ou des photoreporters de guerre, qui rendent hommage à celui qui s'était imposé pour devise : « Si c'est possible, c'est fait ; si c'est impossible, cela sera fait. »

René Guïtton, éd. du Rocher, 141 p., 29,90 €



ÊTRE MILITAIRE DANS L'ARMÉE DE TERRE

Quels sont les différents métiers de l'armée de Terre ? Quelles sont les formations requises et délivrées ? Quels salaires ? Quels choix de vie implique la décision de s'engager ? Sébastien Jakubowski et Claude Weber, tout deux sociologues, respectivement aux universités de Lille et de Rennes, répondent à toutes les interrogations que suscite le métier des armes. Dernière publication de la collection « Être » des éditions Lieux Dits, ce petit guide est une mine d'informations pour tous ceux qui souhaiteraient connaître l'organisation de la Défense, le statut militaire, les métiers, mais aussi les motivations exigées pour entrer dans l'armée de Terre. Un ouvrage pédagogique clair et détaillé.

S. Jakubowski et C. Weber, éd. Lieux Dits, 135 p., 12 €

